

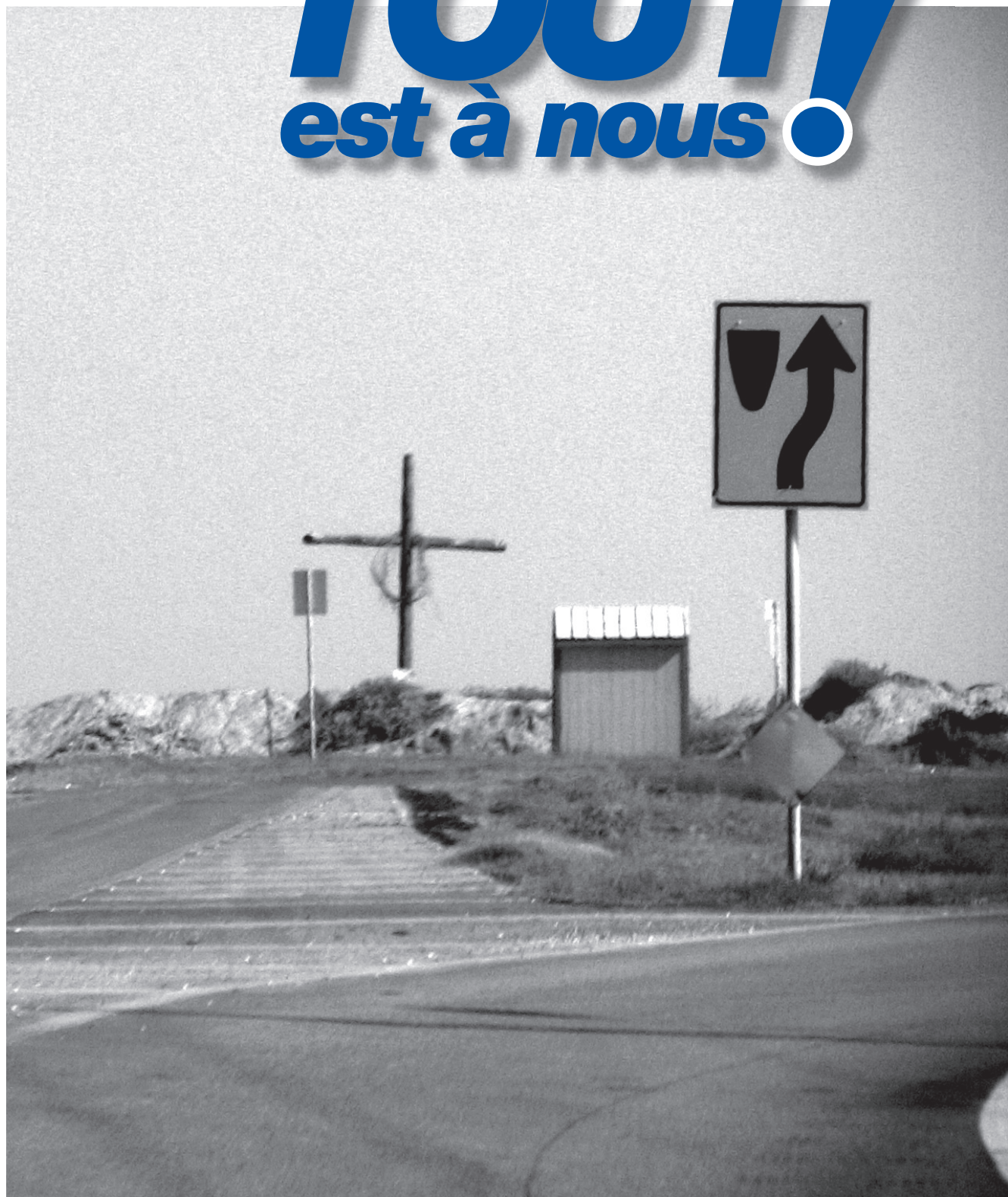
NOVEMBRE 2012

N°37
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TOUT!

est à nous!



DOSSIER

OBAMA, LES ESPOIRS TRAHIS DE L'AMÉRIQUE D'EN BAS

SOMMAIRE

Jean-Philippe Divès Éditorial **Le Medef commande, le gouvernement s'exécute**

P3

ACTU

Marie-Hélène Duverger Les Roms **victimes d'un racisme séculaire**

P4

Jean-Claude Laumonier Dans la santé **Le « changement », c'est la continuité!**

P6

Alistair Black Les anticapitalistes **et l'indépendance écossaise**

P8

EN DÉBATS

Jacques Babel Syrie **Quand des « anti-impérialistes » rejettent la révolution**

P12

DOSSIER

Yann Cézard Election américaine **Élection mondiale**

P14

Henri Wilno Obama **Les espoirs trahis de l'Amérique d'en bas**

P16

Lee Sustar Enseignants de Chicago **Une victoire d'ampleur et riche d'enseignements**

P19

David Finkel Obama **Israël et l'Iran**

P21

Dianne Feeley Environnement **La question des sables bitumineux**

P23

REPÈRES

Roselyne Vachetta et Patrick Le Moal La gauche au gouvernement **Le « dialogue social » contre les acquis sociaux**

P25

LECTURES

Yann Cézard Marx, prénom : Karl **de Pierre Dardot et Christian Laval**

P31

Yann Cézard Entretien avec Pierre Dardot et Christian Laval **Quel avenir pour le communisme ?**

Quelle voie pour l'émancipation humaine ?

P32

Henri Clément Edward Abbey **et les premiers pas du combat écologique**

P34

Henri Clément Jack London **toujours actuel**

P34

Henri Clément Saturne **Un polar critique enlevé et goguenard**

P35

RaDaR Le premier numéro de **Drapeau Rouge**

P35

© Photothèque Rouge / Nils

Pour contacter la rédaction de **Tout est à nous!**, la Revue : contact-revue@npa2009.org

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle,
les articles signés sont publiés
sous la seule responsabilité
de leurs auteurs.

LA REVUE  **est à nous!**

LE MEDEF COMMANDE

LE GOUVERNEMENT S'EXÉCUTE

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le 9 octobre, le Medef et onze autres organisations patronales publiaient un communiqué qui, sous le titre « *Etat d'urgence entrepreneurial* », dressait un tableau apocalyptique de la situation de l'économie française. Ce même texte exigeait le retrait du projet gouvernemental visant à aligner sur le régime général l'impôt (aujourd'hui dérisoire) perçu sur les plus-values de cessions d'entreprises. Cinq jours plus tard, dans une interview au *Figaro*, Laurence Parisot enfonçait le clou en parlant d'« *avis d'ouragan* » et même d'un « *état de panique* » chez les patrons, ceci afin d'exiger un « *choc de compétitivité* », qu'elle souhaite voir matérialisé par une baisse massive, de l'ordre de 30 milliards, des cotisations patronales de sécurité sociale. Il y a bien sûr dans cette dramatisation une part de « *jeu* ». Pour obtenir le maximum il faut parler le plus fort possible, et quand on a déjà obtenu la main puis l'avant-bras on essaie d'arracher le bras entier et davantage. Mais il y a aussi un élément de réalité. Il est vrai que globalement, dans cette crise économique dont on ne voit pas le bout, les taux de profit baissent et que cela dissuade le patronat d'investir. Et aussi que les capitalistes français perdent des parts de marché, donc des opportunités de profit.

D'après le grand patron « de gauche » Louis Gallois, dont le gouvernement attend pour le 5 novembre le rapport sur la « *compétitivité* », les problèmes de rentabilité seraient tels que l'autofinancement des entreprises est tombé, ces dernières années, de 90 à 60%. Ce que Gallois ne dit pas, c'est que cette chute s'explique largement par le maintien, quand ce n'est pas l'augmentation, des dividendes qu'elles versent aux actionnaires. La part des dividendes a atteint en 2011 un niveau record depuis l'après-guerre, avec 9% de la valeur ajoutée (données INSEE). Mais on peut aussi gagner de l'argent en France : avec 40 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, selon la CNUCED (Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement), la France serait, en 2011, la dixième destination mondiale des flux d'investissements directs étrangers. Elle reste parmi les principales destinations européennes, devant notamment l'Allemagne (32 milliards de dollars). À ce tableau s'ajoute la crise persistante de la zone euro. Démentant les ridicules (et scandaleuses au regard du drame vécu par les Grecs et maintenant par les Espagnols) proclamations triomphalistes de Hollande, le FMI vient d'avertir que cette crise n'est nullement réglée. Il a « *tiré la*

sonnette d'alarme en marge de son assemblée d'automne à Tokyo cette semaine : "La crise de la zone euro s'est aggravée" depuis le printemps "en dépit des décisions politiques visant à la résoudre", constate le FMI dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales. Les indicateurs "restent dans le rouge", "ce qui suggère que la faiblesse se répand de la périphérie vers l'ensemble de la zone euro", touchant tous les pays, y compris l'Allemagne » (*Le Monde*, 18 octobre). Dans ce contexte, que font Hollande et Ayrault ? C'est simple, ils s'inclinent devant les exigences patronales. Ainsi l'alignement sur le régime commun de la taxation des cessions d'entreprises est-il abandonné. De quelque 40%, elle retombe à 19% et les exonérations seront même plus avantageuses qu'avant. Initialement prévue à 1 milliard, cette taxe ne rapportera plus que 250 millions. « *On vide le texte du gouvernement de l'essentiel. Ils se ridiculisent !* » jubile le député UMP Charles de Courson. Et si le gouvernement ne semble pas prêt à entériner une baisse immédiate et massive des prétendues « *charges patronales* » (qui sont en fait une composante du salaire), ce n'est pas pour défendre les salaires mais pour « *préserver la consommation des ménages, qui génère*

près des deux tiers de la croissance en France » (selon le ministre du budget, Jérôme Cahuzac). Un argument qui, du point de vue capitaliste, peut s'entendre. Mais que le patronat se rassure, il lui est d'ores et déjà promis une « *trajectoire de compétitivité* » qui transférerait progressivement, à raison de 8 à 10 milliards par an, ces cotisations sur les salariés et la population au travers notamment d'une hausse de la CSG. Dans tous les cas, ce sera nettement plus que tout ce qu'il aura obtenu sous Sarkozy ! De leur côté, les travailleurs ont beau protester, le pouvoir politique ne leur dispense que de bonnes paroles, quand ce n'est pas déjà la répression policière comme le 9 octobre devant le Salon de l'auto. PSA-Aulnay, ArcelorMittal, Sanofi, Petroplus, Technicolor, Alcatel Lucent... Les annonces de licenciements et de fermetures se succèdent, tandis que les salaires stagnent et que les impôts des salariés augmentent. Face au patronat et au gouvernement, la seule voie est décidément celle de l'organisation, des luttes et de leur convergence. □

**Étranges étrangers
Vous êtes de la ville
vous êtes de sa vie
même si mal en vivez
même si vous en mourez**
Jacques Prévert



© Photothèque Rouge/ Mlilo

LES RROMS

VICTIMES D'UN RACISME SÉCULAIRE

PAR MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

Le 27 septembre dernier, des habitants d'une cité des quartiers nord de Marseille ont contraint par la menace une quarantaine de Rroms à quitter leur campement de fortune établi sur un terrain vague. Puis, ils ont mis feu à leurs affaires. De tels actes sont la conséquence de la politique lancée lors du quinquennat de Sarkozy, poursuivie avec zèle cet été par le gouvernement et le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. L'Association européenne des droits de l'homme a compilé les chiffres des expulsions de Rroms en France depuis le 1^{er} janvier 2012, trimestre par trimestre² : 5 000 personnes, soit un tiers de la population des Rroms migrants a été évacuée de force durant le troisième trimestre 2012, soit une augmentation de 50% par rapport aux pires périodes précédentes.

Dans un contexte général de rejet croissant des étrangers³, les Rroms gagnent la malheureuse première place : 77% des personnes interrogées, lors du sondage organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, ont répondu qu'ils sont « un groupe à part ». Les préjugés sur les Rroms sont parmi les plus tenaces : ils seraient voleurs, sales, exploiters d'enfants... et clandestins. Quand enfin on ne les accuse pas de cacher des lingots d'or... dans des bidonvilles ! Parmi les préjugés les plus fréquents, on trouve le rejet du travail

par les Rroms, attirés qu'ils seraient par le vol et la rapine. Si de nombreux Rroms vivent de mendicité... cela a aussi à voir avec le fait que de nombreux métiers leur sont interdits, depuis longtemps.

UN PEUPLE QUI REVIENT DE LOIN

Originaires du nord de l'Inde, les populations rroms se sont distinguées de longue date par une spécialisation dans différents métiers jugés « impurs » par les brahmanes, mais nécessaires à la communauté : bouchers, tanneurs, bûcherons... Il leur est alors interdit de se sédentariser. Vers l'an 1000, sans doute pour échapper au rejet de la société indienne, divisée en castes, ils ont commencé à migrer vers l'Iran et l'Asie centrale. Parvenus en Europe, par l'Asie mineure et le Bosphore, ils se sont installés d'abord dans les Balkans, puis dans les Carpates et peu à peu dans tous les pays européens, de la Grèce à la Finlande et de la Russie à l'Europe occidentale.

Du fait du système féodal en place, ils n'ont pu devenir propriétaires. Ils n'ont eu d'autre choix que de servir les autres, notamment comme musiciens, commerçants ambulants, rétameurs, chiffonniers. En Roumanie, ils avaient un statut proche de l'esclavage, dont ils pouvaient se défaire en rachetant leur liberté. C'est pour cela que les Rroms portaient leur or sur eux, bien visible, sous forme de colliers ou de

Boucs émissaires, pauvres parmi les plus pauvres, les Rroms¹ sont rejetés et réprimés, souvent dans la plus grande indifférence. Le racisme à leur égard est tenace, comme les idées reçues sur leur culture. Avec des conséquences dramatiques pour cette population. Mise au point.

bijoux, pour montrer leur solvabilité. Perçus comme des étrangers dans les pays chrétiens (on les disait musulmans, entre autres en raison de leur teint mat), ils ont été opprimés. Au XIX^e siècle, dans toute l'Europe, les processus d'abolition de l'esclavage et des statuts qui s'en rapprochent entraînent à la fois un retour à la liberté personnelle pour les Rroms mais aussi au nomadisme, car ils sont chassés des domaines seigneuriaux, notamment par la petite paysannerie dans le cadre des réformes agraires.

C'est aujourd'hui la minorité la plus importante en terme numérique en Europe avec environ 12 millions de personnes, les deux pays qui en abritent le plus étant la Roumanie et la Bulgarie.

UNE VIEILLE PRÉSENCE EN FRANCE

À écouter le tout-venant, les Rroms ne viendraient en France que pour mettre la main sur quelques centaines d'euros, avant de repartir (tous frais payés) en Roumanie. La belle vie en somme... mais dont personne ne voudrait ! Qui plus est, cette image du Rrom errant tient plus du mythe que de la réalité. Les premiers Rroms sont arrivés en France autour du XIV^e siècle. C'est donc une vieille immigration. Il y a actuellement en France environ 500 000 Rroms, dont la quasi-totalité est de nationalité française. L'ancienneté de la présence des Rroms en France est d'ailleurs attestée par la littérature, avec l'Esmeralda de Victor Hugo, héroïne de *Notre-Dame de Paris*, ou la *Carmen* de l'opéra de Bizet, qui est une « gitane ». Cette présence est aussi attestée par l'adoption dans l'argot de mots issus du rromani : chourer, chouraver, poucave, maraver, pillaver¹... Tout un symbole !

DISCRIMINATION, RÉPRESSION, ENFERMEMENT...

Ce qui n'est pas moins ancien que la présence des Rroms sur le territoire, ce sont les politiques répressives dont ils font l'objet, notamment en tant que nomades. Jusqu'à aujourd'hui, la confusion est courante entre Rroms – parfois sédentarisés – et gens du voyage. En 1912, une loi oblige toutes les personnes non sédentaires à se munir « d'un carnet anthropométrique d'identité » qui doit être tamponné à chaque déplacement ! Cette loi va rester en vigueur jusqu'en 1969, date à laquelle le carnet anthropométrique est abandonné mais pas le livret de circulation, toujours en vigueur, qui oblige à pointer au com-

missariat ou à la gendarmerie de manière régulière. Tous les nomades, indépendamment de leur nationalité ou de leur origine, sont ainsi traités comme des « étrangers de l'intérieur ».

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, des mesures de privation de liberté sont prises contre les nomades vivant en France. À partir de 1940, des camps d'internement sont construits. 6 000 Rroms auraient été internés en France entre 1940 et 1946. Il faut aussi signaler que leur internement a continué deux ans après la libération du pays, jusqu'en 1946 ! Et dans toute l'Europe, près de 500 000 Rroms ont été exterminés entre 1941 et 1944 par les nazis et leurs alliés.

LA FRANCE, L'UNION EUROPÉENNE ET LES RROMS MIGRANTS

Aujourd'hui, il n'y a pas plus de 15 000 Rroms de nationalité étrangère présents en France, essentiellement roumains et bulgares. Ce chiffre est stable depuis de nombreuses années. Ces Rroms sont des migrants économiques, fuyant la dégradation de leurs conditions de vie et l'absence de perspective d'avenir dans leur pays. Ainsi, le taux d'émigration est le même chez les Rroms roumains que dans l'ensemble de la population roumaine (environ 10%). Ils ont effectivement « voyagé » de Roumanie en France, mais étaient sédentaires là-bas (où ils vivaient en maison, généralement en milieu rural).

L'Union européenne, en multipliant les entraves à la circulation des personnes en son sein, en différant, au moins jusqu'en 2014, le droit à la liberté de circulation, d'installation et de travail pour les Roumains et les Bulgares, a fait des Rroms des exclus du marché du travail, du fait de la lenteur avec laquelle les préfetures leur délivrent une autorisation de travail, de la liste restreinte des métiers qui leur sont autorisés et des taxes que doivent payer les patrons quand ils sont d'accord pour les embaucher. Privés de droit au travail, les Rroms sont condamnés à une précarité extrême ou doivent se débrouiller en utilisant l'économie parallèle et la mendicité. Et si les Rroms migrants s'entassent dans des bidonvilles ou des « campements », c'est aussi parce que la plupart d'entre eux sont exclus du droit au logement, puisque l'État les considère comme des personnes en situation « irrégulière ». Ils errent ainsi, d'expulsion en expulsion. Les enfants sont d'ailleurs les pre-

mières victimes de ces expulsions en série puisque cela les empêche d'être scolarisés. Et on leur reproche ensuite de ne pas parler correctement le français !

POGROMS ET TRAVAUX FORCÉS EN HONGRIE

Les populations rroms, présentées parfois comme une charge pour la société, alors que l'accès aux services sociaux et à la plupart des droits sont refusés aux migrants, sont parmi les plus mal loties. Avec la crise, la volonté de mettre en avant des boucs émissaires est renforcée. Et les Rroms en font les frais, comme en Hongrie. Désignés à la vindicte publique, ils y sont régulièrement victimes de pogroms, encouragés par le premier ministre Victor Orban qui collabore avec le parti néo-fasciste Jobbik, afin de détourner l'attention de la crise économique et des immenses problèmes sociaux que connaît le pays. Aux cris de « sales Tsiganes, vous allez tous crevez », les membres de la « garde hongroise » les attaquent régulièrement. Sous prétexte de lutte contre le chômage, le gouvernement de ce pays européen les a contraints au travail forcé, parfois à des heures de chez eux, parqués dans des hébergements de fortune, sous la garde de policiers retraités.

Partout en Europe, les Rroms sont maintenus dans la misère et l'insécurité. En France, ils sont interdits de travail, forcés à survivre dans des bidonvilles, contraints à la mendicité, ce qui les laisse du coup beaucoup plus vulnérables face aux réseaux mafieux qui n'hésitent pas, à l'occasion, à les exploiter. Ils subissent un sort que chacun s'accorderait à trouver inacceptable pour n'importe quel autre groupe de la société. Et pourtant, tout cela se passe dans la plus grande indifférence.

C'est la politique qui produit des parias qui est inacceptable, pas la présence des Rroms. Une évidence que doit porter le mouvement ouvrier, avec bien plus de force, y compris contre l'actuel gouvernement de gauche. □

1. Rrom signifie « homme » en langue rromani. Ceux qui ne sont pas des Rroms sont des gadje ou étrangers. Voir l'argumentaire de Saimir Mile, président de l'association La voix des Rroms (<http://www.cafebabel.fr/article/26242/rom-ou-rrom.html>)
2. Rapport de Philippe Goossens pour l'AEDH (<http://www.aedh.eu>)
3. Rapport 2011 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie de la CNCDDH.
4. Synonymes de voler, mouchard, frapper, boire de l'alcool.

DANS LA SANTÉ

LE « CHANGEMENT »

Lors de la campagne électorale puis dans les premières semaines du quinquennat, François Hollande et son gouvernement ont prétendu incarner le « changement » dans la protection sociale et la santé... La réalité montre que, au-delà de quelques mesures symboliques, ce n'était qu'affichage et effets d'annonce.

La TVA prétendument « sociale » instaurée par Sarkozy a été abrogée, le forfait de 30 euros imposé aux immigrés pour accéder à l'Aide médicale d'État a été supprimé. Des négociations entre l'assurance maladie et les syndicats médicaux ont été ouvertes pour encadrer de manière plus stricte les dépassements d'honoraires. La place centrale de l'hôpital a été réaffirmée, accompagnant la suppression de la « convergence tarifaire » entre l'hôpital public et les cliniques privées. Un « pacte de confiance pour l'hôpital » est annoncé. Le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2013 (PLFSS), actuellement en discussion au Parlement, prévoit un remboursement à 100% de toutes les méthodes d'IVG, et les victimes d'accidents de travail et maladie professionnelles seront mieux reconnues.

La politique du Parti socialiste marque-t-elle sinon une rupture, du moins une inflexion significative par rapport à la politique de destruction du service public, de privatisation de la santé et de la sécurité sociale appliquée depuis 10 ans par la droite ?

Les premières mesures prises ou annoncées, et notamment le PLFSS 2013, permettent d'apporter une réponse : le nouveau pouvoir exécutif « de gauche » s'inscrit dans la même logique que ses prédécesseurs de « lutte contre les déficits publics ». Au nom de la « compétitivité » et de la « baisse du coût du travail », il entend procéder seulement à quelques aménagements marginaux, en maintenant voire en accélérant les contre-réformes.

Dans le dernier numéro de cette revue, nous avons abordé la question du financement de la protection sociale, avec le basculement des cotisations sociales vers la CSG (et éventuellement d'autres taxes). Nous traiterons ici de la politique de santé du gouvernement, dans le domaine de l'accès aux soins et de la politique hospitalière.

UNE AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SOINS ?

En France, une personne sur quatre renonce à des soins pour des raisons financières. La part des soins restant à la charge des patients s'est considérablement accrue au cours des dix dernières années et atteint un niveau insupportable. La cause fondamentale de cette situation est la réduction de la part des soins remboursée à tous par l'assurance maladie (branche santé de la Sécurité sociale), par l'instauration des franchises¹, l'augmentation du forfait hospitalier (désormais de 18 euros), le déremboursement de médicaments pourtant indispensables aux patients, les dépassements d'honoraires, les tarifs de plus en plus élevés des assurances complémentaires.

Sur les franchises, l'une des mesures les plus impopulaires de Sarkozy, combattue par le PS dans l'opposition, Hollande et son gouvernement ne trahiront pas leurs engagements, puisqu'avant même d'être élus, ils avaient annoncé... qu'ils ne feraient rien ! La taxe sur les mutuelles est également maintenue dans le PLFSS, tout comme la taxation des indemnités journalières des accidentés du travail.

Les « dépassements d'honoraires » sont le seul point sur lequel le gouvernement affirme nettement sa volonté d'agir. Instauré en 1980, le « secteur 2 » « à honoraires libres » permet aux médecins qui en font partie de fixer leurs honoraires au dessus des tarifs remboursés par la Sécurité sociale. La différence est à la charge du malade ou de son assurance complémentaire. Les dépassements d'honoraires sont passés en dix ans d'un montant estimé à 900 millions d'euros à 2,5 milliards. Selon Marisol Touraine (*Quotidien du Médecin* du 16 juillet), « il y a des territoires dans lesquels il est devenu quasiment impossible de trouver un médecin au tarif opposable. »²

Mais d'emblée le gouvernement a fixé les limites de la négociation : non pas interdire les dépassements, mais les encadrer pour éviter les « abus ». Le vrai problème n'est pourtant pas celui des dépassements exorbitants effectués par quelques spécialistes, s'adressant à une clientèle fortunée. Ce sont les dépassements, courants, « normaux », pratiqués massivement par un grand nombre de praticiens et qui rendent infranchissable l'accès aux soins pour une partie de la population. L'encadrement ne résout donc rien.

Mais pour le PS, la priorité est la maîtrise des dépenses de sécurité sociale. Donc pas question de remettre en cause l'accord passé depuis 32 ans, sur le dos des malades, entre les gouvernements de droite ou de gauche et les syndicats médicaux pour bloquer la part des actes médicaux remboursée par la Sécurité sociale en contrepartie d'une liberté (fût-elle encadrée) pour le médecin de facturer des dépassements payés par le malade ou par son assurance complémentaire.

Au moment où nous écrivons, une « solution » vers laquelle s'orientent les discussions serait la prise en charge d'une partie des dépassements par les assurances ou mutuelles complémentaires. Présentée comme une avancée vers un meilleur remboursement des soins, elle constitue en fait un nouveau pas dans le démantèlement de la Sécu, réduite à une couverture minimum. Dans cette logique, l'accès aux soins suppose en effet un recours accru à l'assurance individuelle.

NOUVELLE POLITIQUE HOSPITALIÈRE OU AMÉNAGEMENT DE LA LOI BACHELOT ?

Entre 2003 et 2007, sous le nom de « plan Hôpital 2007 », s'est mise en place une contre-réforme globale du système de santé qui a été complétée par la loi Hôpital Patients Santé et Territoires (plus connue sous le nom de « loi Bachelot »). Le pivot de cette réforme est la tarification à l'activité (T2A).

L'hôpital ne reçoit plus un budget lui permettant de remplir ses missions, il est rémunéré d'après sa « production »... de soins. Grâce à une tarification identique, hôpitaux et cliniques commerciales peuvent

C'EST LA CONTINUITÉ!

être mis en concurrence. La T2A constitue aujourd'hui l'essentiel (75 %) des ressources des hôpitaux généraux.

Le gouvernement affirme vouloir redonner sa place à l'hôpital et reconnaître par un financement spécifique ses missions de service public. Il a annoncé sa décision d'abandonner en 2013 la « convergence tarifaire » entre cliniques commerciales et hôpital public, qui les mettait directement en concurrence alors qu'ils n'accueillent ni les mêmes malades ni les mêmes pathologies. Toute mesure sérieuse en ce sens devra être soutenue, mais au-delà des annonces, le changement risque là aussi d'être bien mince. La tarification à l'activité ne sera pas supprimée mais aménagée. Le fonctionnement du service public sur le modèle de l'entreprise, avec pour premier critère la rentabilité et la productivité, est donc maintenu.

Redonner sa place à l'hôpital supposerait de lui en donner les moyens, c'est-à-dire mettre fin à la cure d'austérité qui lui est imposée et qui se traduit par des budgets insuffisants, des suppressions d'emplois, l'obligation d'emprunter auprès des banques pour rénover le matériel et les infrastructures. Or le PLFSS 2013 poursuit la même ligne d'austérité budgétaire que les gouvernements précédents. Il entend même imposer à l'hôpital 657 millions

d'économies supplémentaires. Ce qui signifiera de nouvelles suppressions d'emplois, « compensées » par 4000 « contrats d'avenir » précaires et non qualifiés.

Les restructurations, les fermetures de lits et de services voulues par la loi Bachelot vont donc continuer. Cette loi ne sera pas abolie mais seulement aménagée. Le gouvernement se situe là également dans la continuité en affirmant sa volonté de cantonner l'hôpital à des missions restreintes, en lui substituant des dispositifs libéraux (maisons médicales...) ou médico-sociaux. Moins de service public, plus de secteur libéral, commercial ou de médico-social à bas coût, telle est son orientation, C'est pourquoi le pouvoir des ARS (Agences régionales de santé), pivot de la loi Bachelot, est maintenu.

Plus que tout discours, la vérité de la politique gouvernementale se trouve dans les chiffres du PLFSS 2013 : une augmentation de 2,7 %, c'est-à-dire 2,5 milliards supplémentaires d'économies sur les dépenses d'assurance maladie. Sarkozy, lui, préconisait 2,5%!¹

UNE RÉSISTANCE EUROPÉENNE

Pour la santé, la « règle d'or » et l'austérité c'est donc maintenant ! Ce gouvernement, comme ses homologues européens de gauche et de droite, est engagé dans

la même politique de restriction des soins accessible à tous, de marchandisation et de privatisation de la santé.

Cette politique doit être combattue, au même titre que l'ensemble de la politique d'austérité de ce gouvernement. Ce n'est pas seulement l'affaire des professionnels de santé, mais celle de tous les salariés, de leurs syndicats interprofessionnels, du mouvement social et des partis. C'est le mérite du collectif « Notre Santé en Danger »⁴, dont le NPA est membre, de poser les bases de cette résistance.

C'est dire aussi l'importance de fédérer la mobilisation au niveau européen autour du réseau européen contre la marchandisation et la privatisation de la santé, à l'origine de la première semaine d'action coordonnée sur cette question en Europe, qui a eu lieu du 1^{er} au 6 octobre 2012. □

1. Un euro sur chaque acte médical, 50 centimes sur les actes paramédicaux et les boîtes de médicament, deux euros sur les transports sanitaires à la charge du patient.

2. C'est-à-dire au tarif remboursé par l'assurance maladie.

3. Lors de sa campagne, Hollande avait annoncé 3%.

4. Qui regroupe plus de 100 associations, collectifs de défense, syndicats et partis.



© Photothèque Rouge / Milo

PAR ALISTAIR BLACK¹

Les anticapitalistes et l'indépendance

Vue de l'hexagone, la perspective de l'indépendance de l'Écosse – comme aussi de la Catalogne ou du Pays basque de l'État espagnol – semble à beaucoup de militants hors de propos, si ce n'est une incongruité à l'heure où le prolétariat européen et international a par-dessus tout besoin d'unir ses forces. Raison de plus pour écouter les arguments des révolutionnaires anticapitalistes de ce pays.

Au matin du 6 mai 2011, les Écossais ont découvert un paysage politique radicalement modifié. Pour la première fois, les élections au parlement écossais avaient donné une majorité au Scottish National Party (SNP, Parti national écossais). Le parlement et le gouvernement écossais sont des institutions décentralisées² disposant de prérogatives fiscales limitées et exerçant les pouvoirs d'État dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice, de l'agriculture et de l'organisation des pouvoirs locaux. Le SNP était déjà au gouvernement mais ne disposait au parlement que d'une majorité relative, ce qui limitait ses capacités législatives. À présent, sa nette victoire, avec une progression de 13%, lui donnait la majorité absolue de 69 sièges sur 129. Le grand perdant était le Labour Party (Parti travailliste) qui avait dominé la vie politique écossaise pendant des décennies. Le SNP s'était présenté comme un parti de centre-gauche ayant pris des mesures progressistes, dont certaines, comme la gratuité totale des médicaments³, étaient reprises du programme du Scottish Socialist Party (SSP). Il avait également pris position contre les mesures d'austérité exigées par la coalition conservatrice-libérale au pouvoir à Londres, en déclarant par exemple qu'il n'y aurait pas de licenciements dans les services publics dont il avait le contrôle. De nombreux travailleurs, notamment dans la santé, ont voté SNP pour sauver leurs emplois. La position du SNP contrastait avec les claudications du Labour Party,

vu comme prenant ses ordres de Londres, la branche locale d'un parti britannique proposant lui-même des coupes sévères dans les services publics. Le Labour était en outre perçu comme va-t-en-guerre, le parti qui avait envoyé les troupes en Irak et en Afghanistan, quand le SNP s'était opposé à ces interventions comme à celles menées précédemment dans les Balkans. Cette fois, la majorité des électeurs mit donc de côté sa loyauté envers le Labour Party. Et maintenant, le SNP promet un référendum sur l'indépendance. Prévu en 2014, il pourrait mettre un terme à l'État britannique. Ce vote opposera les partis anti-indépendantistes, conservateurs, libéraux et travaillistes, au SNP ainsi qu'aux Verts et à la majeure partie de la gauche écossaise, dont le SSP.

QU'EST-CE QUE L'ÉCOSSE ?

L'histoire de l'Écosse, comme celle de toutes les nations, montre l'opposition existant entre les intérêts des masses et ceux de la classe dominante.

Au centre d'Édimbourg se trouve une pizzeria dont les toilettes en sous-sol ont été construites à l'endroit précis où, en 1707, a été signé l'Acte d'union entre l'Écosse et l'Angleterre. Ce traité a été signé dans une cave parce que la fureur de la foule rendait très dangereux de le faire ailleurs. Jusqu'en 1707, l'Écosse avait été une nation indépendante, même sous l'influence politique et parfois l'occupation militaire de son voisin du sud. Au début de ce siècle, les nobles écossais et la classe dirigeante étaient menacés de ruine suite à l'échec d'une tentative très mal préparée de colonisation en Amérique centrale – l'expédition « Darien ». La perspective d'un sauvetage financier et les pots-de-vin de l'Angleterre menèrent à la création du nouvel État, la Grande-Bretagne. Le grand poète et radical écossais Robert Burns écrivit à ce sujet : « *Nous sommes achetés et vendus pour l'or anglais – Quelle bande de canailles dans cette nation !* »⁴

Les tentatives de partisans de la dynastie catholique des Stuart, les « jacobites », pour



L'indépendance écossaise

© DR -
Manifestation devant le parlement
écossais à Edimbourg



produisirent avec la grève des tisserands de Calton, en 1787, qui fut noyée dans le sang.

Les syndicats et la tradition socialiste s'enracinèrent durant les 19^e et 20^e siècles. A l'époque de la Première Guerre mondiale, Glasgow en vint à être connue comme « la Rouge » [Red Clydeside] après des combats de masse tels que la grève des loyers et la grève pour les 40 heures. Les femmes jouèrent dans ces luttes, particulièrement la grève des loyers, un rôle important quoique jamais mentionné dans les livres d'histoire. En 1919, confronté aux grèves et craignant une insurrection d'inspiration bolchevique, le gouvernement envoya l'armée occuper la ville. Les leaders socialistes les plus connus de l'époque, comme le dirigeant gréviste Willie Gallacher (devenu ensuite un député communiste) et John Maclean, se mirent alors en évidence. Maclean fut nommé par Lénine consul de Russie à Glasgow, ce qui ne le protégea pas de la répression. Il fut l'un des premiers à lier la lutte ouvrière à la question nationale écossaise, en appelant à former une République écossaise des travailleurs.

prendre le pouvoir en 1715 et en 1745 furent défaites et débouchèrent sur une répression violente de l'État britannique dans les Highlands (« hautes terres ») qui avaient soutenu la cause jacobite. La culture des Highlands fut alors attaquée, le kilt et la cornemuse interdits, la langue gaélique réprimée. De nombreux Écossais des basses terres, parlant l'anglais et protestants presbytériens convaincus, avaient également combattu les jacobites. L'écrasement de ces derniers ouvrit la voie à la création des régiments écossais qui combattirent pour l'empire britannique, tandis que les nobles écossais s'enrichissaient dans la construction de cet empire.

L'Écosse conserva toutefois des institutions séparées de celles d'Angleterre. L'Église presbytérienne (« Église d'Écosse ») demeura religion d'État, le système éducatif resta différent et l'Écosse conserva son propre système juridique (la « loi écossaise ») ainsi que ses propres institutions financières.

La classe dirigeante écossaise préserva ces institutions tout en participant allègrement

à la construction de l'empire britannique. De nombreux bourgeois écossais firent fortune dans les plantations esclavagistes de Jamaïque ou dans les ports indiens, soutenus par les baïonnettes de l'armée britannique. Pour les travailleurs écossais, il y eut de nouvelles industries. Glasgow devint un centre de la construction navale destinée à répondre aux besoins de l'empire. La force de travail se renforça d'immigrants venus d'Irlande, principalement des catholiques fuyant les discriminations. De toutes les confessions, les travailleurs vivaient dans des conditions de logement déplorables, toujours au bord de la misère.

L'Écosse développa une fière tradition de lutte radicale. On peut en trouver des origines dans les mouvements démocratiques radicaux presbytériens, tel celui des conventionnaires [Covenanters] qui menèrent une guerre civile à la fin du 17^e siècle. Des démocrates tels que Thomas Muir furent influencés par la Révolution française. Les premières manifestations d'une action ouvrière autonome se

LA MONTÉE DE LA QUESTION NATIONALE

Malgré la position de Maclean, la question nationale resta secondaire en Écosse jusqu'aux années 1970. Le soutien à l'union britannique avait également une composante de classe. Certains voyaient l'unité nationale au sein de l'État britannique comme ayant permis de défaire l'Allemagne nazie, de créer l'État social sous le gouvernement travailliste de 1945 et de construire des syndicats puissants.

Mais cette perception commença à changer dans les années 1970 avec la crise économique. Celle-ci coïncida avec la découverte d'importants gisements de pétrole dans les eaux écossaises de la Mer du Nord. Le SNP (Parti national écossais) adopta le slogan « Le pétrole est à nous » et obtint pour la première fois quelques succès électoraux. A l'époque, le parti travailliste comme la gauche révolutionnaire ironisaient sur lui en le décrivant comme « un parti



conservateur en tartan» – avec une base rurale et des politiques de droite. La lutte de classes en Écosse atteint des sommets avec l'occupation des Chantiers navals de la Haute-Clyde, dirigée en 1971 par Jimmy Reid, alors un membre connu du PC, ainsi qu'avec les grèves des mineurs victorieuses de 1974 et d'autres luttes significatives.

C'est l'élection de Margaret Thatcher, en 1979, et les attaques de son gouvernement qui produisirent un tournant majeur sur la question nationale. Si importante en Écosse et dans le nord de l'Angleterre, l'industrie lourde rétrécit dramatiquement, dans le cadre d'un processus général de destruction. Les syndicats firent l'objet de dures attaques, à travers des lois antigrèves et antisyndicales permettant à l'État de les faire disparaître en s'emparant de leurs avoirs. Le test fut la grande grève des mineurs, en 1984-85. Sa défaite après un combat héroïque constitua pour la classe ouvrière un énorme revers. Il y eut au même moment un mécontentement grandissant envers le gouvernement britannique conservateur, qui disposait d'un soutien très faible en Écosse où il n'avait qu'une poignée de députés. Cette situation était vue comme un «déficit démocratique»: l'Écosse vote travailliste mais récolte les conservateurs, elle vote à gauche mais est gouvernée par la droite.

Lorsque le gouvernement Thatcher introduisit la «poll tax» – une taxe d'habitation

à taux fixe par tête, qui frappait avant tout et très durement les travailleurs et les pauvres –, il le fit d'abord en Écosse, un an avant le reste de la Grande-Bretagne. Le ressentiment atteint alors des sommets. L'Écosse, qui avait rejeté les conservateurs par une majorité écrasante, était l'endroit choisi par eux pour expérimenter leurs politiques de droite dure. C'est en Écosse que fut lancée une campagne de masse pour le non paiement de cette taxe (qui posa des bases de la création ultérieure du SSP). Le SNP adopta une ligne de soutien passif à cette campagne, et commença à gagner un soutien électoral dans des fiefs travaillistes. C'est désormais dans la classe ouvrière, parmi les pauvres et les jeunes que le soutien à l'indépendance devenait le plus fort. L'exigence de l'autogouvernement [«home rule»], d'un parlement écossais, auparavant noyée en petites lettres au milieu des programmes travaillistes, prit de la force et gagna le soutien de syndicats. Lorsque le conservateur John Major remporta en 1992 une victoire surprise, il y eut des rassemblements et manifestations de masse appelant à un vote en faveur de l'autogouvernement. Le parti travailliste s'engagea en faveur d'un référendum sur la création d'un parlement décentralisé. Cette revendication fut finalement satisfaite après l'élection de Tony Blair en 1997, et le premier parlement écossais s'installa en 1999.

LE NATIONALISME ÉCOSSAIS AU 21^e SIÈCLE

La mise en place de ce parlement avait été largement contrôlée par la direction travailliste écossaise, qui élaborait un système électoral censé empêcher qu'un seul parti obtienne une majorité absolue, et par conséquent garantir que le SNP ne puisse jamais réunir assez de votes pour proposer un référendum sur l'indépendance. C'est le parti travailliste, allié aux libéraux, qui domina les deux premiers parlements écossais. La gauche obtint également un bon résultat en 2003, avec 6 députés pour le SSP, 7 pour les Verts et 4 indépendants pour l'essentiel de gauche. Le SNP avait alors été affaibli et semblait égaré suite à la décision de son dirigeant, Alex Salmond, de se mettre en retrait.

Mais cela ne devait pas durer. Les travaillistes perdaient de leur influence à mesure qu'ils évoluaient à droite et les électeurs étaient de plus en plus déçus de leur gouvernement, tant à Londres qu'à Edimbourg. Le SNP se positionna alors à gauche du parti travailliste, remplaça Salmond à sa tête et commença à postuler au pouvoir. En 2007, il constitua un gouvernement minoritaire, après avoir aspiré la plupart des voix des anticapitalistes et des Verts. Le SSP, qui avait subi une scission amère, perdit sa représentation au parlement. En 2011, le SNP devint encore plus dominant et obtint ce qui était supposé impossible, à savoir une majorité absolue.

Le SNP se présente comme étant à la gauche du parti travailliste. Dans des quartiers ouvriers, ses militants se disent anticapitalistes et certains sont des syndicalistes. Il est notable que l'on trouve parmi eux d'anciens dirigeants syndicaux des Chantiers navals de la Haute-Clyde, comme cela avait aussi été le cas de Jimmy Reid jusqu'à son décès. Le SNP a effectivement mis en œuvre, dans un cadre populiste, des mesures de gauche telles que la suppression du ticket modérateur ou celle des droits d'inscription universitaires.

Il reste que ses conceptions fondamentales sont néolibérales et qu'il est inconditionnellement du côté du système capitaliste. Il est en faveur de réduire les impôts des entreprises et d'attirer les capitaux sur le modèle irlandais. Il a ainsi fait de grandes concessions à des groupes tels qu'Amazon, qui ne proposent que bas salaires, précarité et mauvaises conditions de travail. Dans l'un de ses discours, Alex Salmond revendiquait «l'arc de prospérité» englobant des pays tels que l'Irlande et l'Islande. S'il ne les décrit plus aujourd'hui comme des modèles, il maintient les mêmes positions économiques pro-patronales néolibérales. Le SNP était autrefois un grand avocat de l'Europe et se proposait de rejoindre l'euro. Il reste pro-Union européenne mais suggère désormais que l'Écosse pourrait peut-être conserver la livre sterling. Cela signifierait que la Banque d'Angleterre garderait la haute main sur la politique monétaire du pays. L'idée d'une monnaie propre, avec un véritable contrôle sur les taux d'intérêt, ne lui est apparemment pas venue à l'esprit. A cela s'ajoute le fait que le SNP semble peu à peu abandonner son engagement de sortir de l'OTAN, et affirme maintenant que la reine resterait le chef de l'État d'une Écosse indépendante. Il veut changer le drapeau, mais pas beaucoup plus.

LA GAUCHE ET L'INDÉPENDANCE

La gauche écossaise, en particulier le SSP, a une vision opposée. Le SSP défend une Écosse socialiste indépendante – une véritable indépendance des banques, des grandes entreprises et des compagnies pétrolières. Nous voulons la nationalisation des entreprises pétrolières et gazières. Comme des nations d'Amérique du Sud en montrent la voie, nous devrions contrôler nos ressources naturelles dans l'intérêt de la population. Nous voulons une véritable nationalisation des banques et des compagnies financières, si importantes dans l'économie écossaise et qui ont causé tant

de misère. Nous voulons voir la fin de l'État impérialiste britannique, la sortie de l'Écosse de l'OTAN et le départ des troupes écossaises de pays tels que l'Afghanistan. Nous voulons la fin des institutions antidémocratiques de l'État britannique, la monarchie et la Chambre des lords non élue, et la création d'une République écossaise. Les sondages indiquent que l'indépendance est soutenue par les jeunes et par les franges les plus pauvres de la société. Ce sont les secteurs qui ont le plus souffert des gouvernements de Londres dominés par le parti conservateur. En 2012, près d'un jeune écossais sur quatre est au chômage. L'austérité massive imposée par les conservateurs signifie qu'il y a peu d'espoirs d'amélioration. Les plus pauvres ont été particulièrement ciblés par David Cameron, avec notamment des coupes dans les allocations aux handicapés. L'indépendance offre un espoir de changement.

Des millions de personnes ont manifesté dans toute la Grande-Bretagne contre la guerre en Irak, mais les forces britanniques ont continué à être envoyées pour soutenir l'invasion US. Une Écosse indépendante affaiblirait l'impérialisme britannique et pourrait signifier la perte de son siège au conseil de sécurité de l'ONU. Si un gouvernement écossais décidait le retrait de l'OTAN et l'interdiction des armes nucléaires, cela démontrerait que des alternatives au militarisme sont possibles.

UNE CONFÉRENCE RADICALE POUR L'INDÉPENDANCE

La gauche écossaise a un rôle important à jouer dans le débat sur l'indépendance. Nous devons la défendre de manière non nationaliste mais internationaliste, comme un élan dans l'intérêt des travailleurs et non des profits patronaux. Une conférence radicale pour l'indépendance doit se tenir en novembre 2012. Elle rassemblera un large spectre d'organisations de gauche et comptera sur le soutien de membres du Parti Vert écossais, de dirigeants syndicaux et de militants des luttes, de la solidarité avec le peuple palestinien aux mouvements pour la paix et pour la défense de l'environnement. La conférence est également soutenue par des personnalités significatives du monde de la culture, comme l'écrivain Iain Banks.

Son but est de formuler un programme large pour une Écosse indépendante progressiste. Elle s'organise dans les villes du pays et développe une activité de rue. Elle a la possibilité de construire un

mouvement de base qui porte les exigences anticapitalistes, écologistes et internationalistes sur le devant de la campagne pour l'indépendance.

De son côté, le SNP craint comme la peste tout type de mouvement populaire pour l'indépendance. Il veut mener sa campagne sur un mode totalement verticaliste et ne pas s'aliéner le soutien de la classe moyenne, ce qui se traduit politiquement par une évolution à droite. La conférence doit construire une campagne qui le contrecarre.

Bien que le référendum ne soit prévu que dans deux ans, la campagne a déjà commencé. Tant le récent mariage royal que les Jeux olympiques ont été utilisés par les «unionistes» britanniques pour défendre l'idée que l'Écosse bénéficie de l'union et pour enflammer le sentiment nationaliste britannique. Des figures de premier plan du parti travailliste, tels l'ancien Premier ministre Gordon Brown et l'ex-ministre de l'Économie Alistair Darling, ont attaqué la politique économique du SNP. Le soutien à l'indépendance semble s'être affaibli ces derniers temps du fait de cette campagne et de la crise de la zone euro, qui a suscité d'autant plus de craintes que le SNP avait placé beaucoup d'espoirs dans la perspective de rejoindre l'euro. L'État britannique utilisera tous les moyens à sa disposition pour saboter la campagne pro-indépendance.

La conférence radicale pour l'indépendance a pour responsabilité d'organiser une campagne de masse et de proposer un programme qui offre un horizon de changement, pas seulement de drapeau ou de passeport, mais au sein-même de la société dans l'intérêt du monde du travail. □

1. Membre de la direction du Scottish Socialist Party (SSP, Parti socialiste écossais), la principale organisation de la gauche anticapitaliste en Écosse, avec laquelle le NPA entretient des relations fraternelles. Le titre original de l'article – traduit de l'anglais par Jean-Philippe Divès – est *Socialists and Scottish Independence. Le socialiste britannique lutte réellement pour le socialisme et serait décrit en France comme un anticapitaliste, tandis que nos «socialistes» hexagonaux correspondent là-bas aux travaillistes du Labour Party.*

2. Dans le texte original en anglais: «devolved institutions». Le concept de devolution traduit une décentralisation du pouvoir politique et administratif qui reste provisoire car pouvant être modifiée ou annulée à tout moment par le parlement britannique.

3. L'abolition des «prescription charges», équivalent de notre ticket modérateur.

4. Robert Burns, *Such a Parcel of Rogues in a Nation*, 1791, <http://www.robertburns.org/works/344.shtml>

SYRIE

Quand des « anti-impé



Comment ne pas appuyer le gouvernement syrien? C'est le gouvernement légitime! Qui devons-nous appuyer? Les terroristes?»

a déclaré il y a peu le président Chavez réélu au Venezuela. En Europe, des partis, des intellectuels réputés anti-impérialistes et combattants de l'autodétermination des peuples, stigmatisent les révolutionnaires syriens. Même certains partis de gauche du Maghreb et du Moyen-Orient, engagés dans le mouvement global de remise en cause des régimes oppresseurs, de l'impérialisme et du néo-libéralisme se fourvoient dans une compréhension complotiste.

Certes, l'expérience d'années d'offensive économique, institutionnelle et militaire des puissances occidentales pousse à se méfier de la présentation d'un conflit par les médias qui les servent. En l'occurrence, les grands médias n'apparaissent pas du côté d'Assad, les dirigeants occidentaux lui demandent maintenant de quitter le pouvoir. Mais tout collectif militant doit savoir observer, recouper et analyser les informations accessibles, et se faire un avis indépendant. Sur la situation syrienne actuelle, tant d'éléments amènent à se tenir inconditionnellement aux côtés des révolutionnaires!

DICTATURE FÉROCE ET LIBÉRALISME SAUVAGE

Le régime d'Assad est absolument indéfendable pour qui a pour boussole la défense de « ceux d'en bas ». Il s'agit d'une domination clanique, dynastique basée sur l'écrasement de toute expression politique à commencer par celle du parti Baath dont il est issu, dont tous les dirigeants ont été exécutés, exilés, ou jetés en prison pour un quart de siècle ou jusqu'à leur mort en détention, dès le début des années 1970. Tous les autres courants politiques, Frères musulmans, libéraux ou de gauche ont été impitoyablement éliminés, toute société civile ou syndicalisme écrasés.

L'arrivée au pouvoir de Bachar, fils du premier dictateur Hafez en 2000, a pu laisser croire quelques mois à un début de démocratisation, mais cet espoir a vite été étouffé, pendant que la prédation du clan se réinvestissait dans un libéralisme économique sauvage qui a balayé la plupart des acquis sociaux encore existant et creusé de manière galopante les inégalités. Pour garder le contrôle de la situation, il a construit 12 000 mosquées – ce qui ne va pas dans le sens de la laïcité dont le parent ses défenseurs. La base sociale du régime reste la clientèle du clan Assad, une partie de la bourgeoisie et les tentaculaires services répressifs, avec la peur instrumentalisée d'un lendemain transformé sciemment en chaos. Sur le plan extérieur, le principal fait d'arme du régime, c'est l'écrasement de la gauche libanaise et des Palestiniens dans son intervention au Liban en 1975-76, poursuivie depuis par une politique de coexistence matamore mais pacifique avec Israël, qui explique que les dirigeants israéliens sont des plus réservés sur l'intérêt de la chute d'Assad. Celui-ci a soutenu les Américains pendant la guerre en Irak, il a cherché depuis un accord avec les impérialismes US et français, sous réserve de sa liberté d'action au Liban.

C'est ce régime dans sa nudité que le peuple syrien, encouragé par les révolutions en Tunisie et en Égypte, et radicalisé par l'intensité immédiate de la répression, a entrepris de dégager à partir du printemps 2011. Tous les reportages réalisés dans les conditions les plus difficiles – le régime ayant expulsé toute presse non inféodée – ont montré la réalité, l'imagination, l'héroïsme de ce mouvement populaire massif, transcendant les classes sociales, les confessions, les origines culturelles ou nationales, et redescendant sans cesse dans la rue sous les balles d'abord, les bombardements ensuite. Ils ont montré les sévices subis par les hommes, femmes, vieillards, enfants particulièrement visés, le nombre

Depuis vingt mois, le peuple syrien mène une extraordinaire révolution contre une des plus sanglantes dictatures du monde. Le mouvement d'en bas, non-confessionnel, auto-organisé sur les mêmes revendications que les peuples tunisien, égyptien et tant d'autres de la région arabe, est absolument déterminé à gagner sa liberté malgré une répression atroce. Et pourtant, la nécessaire solidarité internationale se heurte aux prises de position de nombreux « anti-impérialistes » qui soit soutiennent le régime des Assad, soit se réfugient dans la neutralité.

Impérialistes rejettent la révolution

PAR JACQUES BABEL

des emprisonnés et des morts, enregistrés scrupuleusement par les structures locales auto-organisées.

UNE MILITARISATION FORCÉE

Au plan interne, aucune manœuvre de division, aucun terrorisme d'Etat n'est parvenu à stopper la révolution. L'utilisation systématique de l'armée pour l'associer à l'horreur s'est traduite par des désertions nombreuses, malgré les représailles sur les déserteurs et leurs familles. L'envoi de milices escadrons de la mort dans les quartiers et les villages pour imposer la rupture entre alaouites, sunnites, chrétiens, kurdes ou autre minorité n'a pas eu l'effet escompté et l'unité des révolutionnaires syriens s'est maintenue. En revanche, tout cela a forcé la militarisation de la révolution après de nombreux mois de résistance pacifique, avec les dangers que cela peut receler.

Dans tout pays qui a connu une résistance populaire armée et cultive d'une manière ou d'une autre sa mémoire, comment reprocher aux déserteurs, aux anciens emprisonnés passés dans la clandestinité de vouloir défendre leur peau et celle des manifestants qu'ils voient se faire mitrailler? Au bout d'un an et demi, avec plus de trente mille morts répertoriés, un demi-million de personnes emprisonnées et plusieurs centaines de milliers de réfugiés, les remarques qui justifient leur neutralité par la militarisation de la révolution apparaissent juste obscènes. L'alternative, c'est la reddition – et la poursuite d'une épuration de masse.

Alors que durant des mois les manifestants syriens ont réclamé un soutien international, il est obscène de focaliser l'attention sur les manœuvres occidentales ou les infiltrations islamistes sous contrôle saoudien ou qatari (les fameux «terroristes»). Evidemment, ces manœuvres existent et représentent un danger. Mais tous les témoignages s'accordent à dire que la présence islamiste est encore très minoritaire, et manipulable par le régime syrien. Les

premiers à la regretter sont les comités locaux, les coordinations révolutionnaires syriens. Ils savent bien que les émirs saoudiens qui répriment leur propre peuple et celui du Bahreïn, et qui refusent tout contrôle de leur aide, ne sont pas des amis. Le principal facteur qui les renforce, c'est l'absence du mouvement ouvrier et démocratique mondial dans l'aide à la révolution syrienne.

On peut aussi réfuter comme illusion la demande d'une protection militaire aérienne internationale de zones libérées, qui ne soit pas un engrenage vers une vraie guerre régionale – d'ailleurs, c'est pour cette raison que les puissances occidentales y rechignent, compte tenu du rapport de forces issu de la débandade US en Irak et en Afghanistan. On peut penser que les «conseils nationaux» constitués à l'extérieur de la Syrie et prétendant à la représentation du mouvement, voire à la direction de l'Armée syrienne libre sont contestables et trop liées aux États étrangers. Mais les révolutionnaires syriens ne cessent de s'affronter à ces «directions» pour obtenir des garanties d'indépendance, de démocratie, de laïcité, de solidarité avec la Palestine, et ont obtenu la signature de plusieurs chartes dans ce sens.

Alors, pour discuter de tous les aspects tactiques de cette révolution, il faut être absolument et concrètement aux côtés du peuple révolutionnaire syrien. Il faut comprendre que loin d'être l'instrument d'une contre-offensive de l'impérialisme contre le processus révolutionnaire de la région arabe, il est le point le plus aigu de cette dynamique internationale pour la liberté, la dignité et la justice sociale, contre tous les États oppresseurs. S'il est défait, c'est tous les peuples de la région qui le paieront, y compris le peuple palestinien.

LA GÉOSTRATÉGIE AVANT LES PEUPLES ?

Ainsi, il est particulièrement écœurant de voir un Alain Gresh écrire dans *Le Monde*

Diplomatique du 31 août dernier : «*La crise syrienne se réduit-elle à un pouvoir dictatorial affrontant l'ensemble de son peuple? Si tel était le cas, le régime serait tombé depuis longtemps [...] Et si l'appui de l'Iran, de la Russie et de la Chine à Damas a durci la position du président Bachar Al-Assad, le refus des Occidentaux, Français compris, d'appeler l'opposition à respecter un cessez-le-feu a aussi mis de l'huile sur le feu*». Gresh fait partie de ceux qui nous demandent de «mettre l'affect de côté», pour envisager que derrière tout cela, le plus important est la géostratégie et la légitime résistance de la Russie et de l'Iran à l'offensive occidentale. D'où son idée géniale : «*Rappelons que dans les années 80, la transition vers la démocratie en Amérique Latine s'est faite en assurant l'impunité aux généraux coupables des pires exactions (il a fallu vingt ans supplémentaires pour les faire comparaître devant la justice; c'était le prix à payer pour une transition pacifique)*».

Bref, les révolutionnaires syriens ne seraient que des pions, ils ne peuvent proposer un avenir meilleur et leur intérêt est d'arrêter leur mouvement pour une négociation bien hypothétique (comme on le voit au Yémen), en considérant le régime syrien non plus comme un clan prêt à tout pour garder le pouvoir, mais comme une junte militaire ayant des intérêts plus divers et plastiques.

Face à ces aveuglements «campistes», version hard à la Chavez ou en Europe Michel Collon, version soft à la Gresh, nous devons prouver qu'il y a une place pour un anti-impérialisme principiel, qui affirme une solidarité inconditionnelle aux peuples en lutte contre l'oppression, d'autant plus forte que la lutte est difficile, et indépendante de tout pouvoir d'État. □

PAR YANN CÉZARD

Election américaine, élection

L'élection présidentielle américaine aura lieu le 6 novembre prochain. Au moment où nous bouclons cette revue, deux semaines avant, le suspense monte. Car Obama est loin d'être sûr de sa réélection. L'incroyable est là : quatre ans après leur débandade historique, quatre ans après l'éclatement d'une crise catastrophique dont ils apparaissent largement coupables, les Républicains sont de retour, pareils, et même pires...

A lors comme en 2004 contre Bush le va-t-en-guerre, comme en 2008 pour Obama le candidat noir qui parlait de paix et de justice sociale, une bonne partie de l'opinion mondiale se sent pleinement concernée, et brûlerait presque de prendre la nationalité américaine pour un jour, pour voter. C'est que les destinées de la première puissance mondiale sont aussi celles du monde.

Le souci, c'est que cet engagement pour Obama ne semble guère partagé par les premiers intéressés, les Américains des classes populaires.

On entend déjà, en Europe, une petite chanson bien connue, qui nous dit que décidément le peuple américain est indécrottable, définitivement aliéné par le capitalisme le plus sauvage, incroyablement perméable aux absurdités libérales, au prestige des riches, à la religion de l'individualisme, aux messages racistes (presque pas) subliminaux des Républicains. Ainsi pense souvent une soi-disant « gauche » européenne : on calomnierait volontiers les « red necks » (nuques rouges) du Midwest et autres prolétaires américains, pour excuser Obama de ne plus leur plaire.

Pourtant, le fond de l'affaire, c'est que le bilan de la présidence Obama est catastrophique (pour la population).

« BEN LADEN EST MORT, GENERAL MOTORS EST VIVANT » ?

Le vice-président Joe Biden prétend résumer ainsi ce bilan. Mais l'impérialisme, lui, est bien vivant. La guerre d'Afghanistan a été amplifiée, au service d'un pouvoir féodal. Israël continue de coloniser et opprimer



© Raoul Guerra / USA, 16 août 2012

les Palestiniens, en recevant chaque année une aide militaire et financière américaine record. Le bague de Guantanamo devait fermer, il est ouvert. GM, General Motors, a été sauvée (avec 80 milliards de dollars publics), mais les droits syndicaux sont morts et des dizaines d'usines fermées.

Très vivantes, en revanche, sont la finance et les banques. La présidence Obama leur a fait la grâce d'un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars, en échange... d'une régulation lilliputienne. Les mêmes pratiques et les mêmes profits qu'avant. Au service d'un système financier qui n'irrigue en rien l'économie réelle. Alors le bilan d'Obama, c'est 8% de chômeurs officiels (bien moins indemnisés qu'en France), 16% si on compte ceux qui ne travaillent

que quelques heures ou les « découragés », des millions de gens qui ont perdu leur maison, des villes entières ruinées. Son vrai bilan, c'est « Wall Street est vivant, l'emploi est mort ».

Reste l'écologie. On se souvient en effet qu'Obama avait aussi promis un « New deal vert » : les émissions de gaz à effet de serre ont certes reculé de 6%, mais c'est à cause de la récession. Et si la part du charbon dans la consommation d'énergie du pays est passée de 50 à 40%, c'est parce que le gaz de schiste le remplace !

2008, UNE FENÊTRE DE TIR

Obama n'est certes pas le messie. Il ne pouvait pas tout réussir, tout seul... S'il a échoué, c'est d'ailleurs, lit-on dans la

mondiale



presse française, parce qu'il se serait heurté aux verrouillages et chicanes du système politique américain, à la puissance des lobbies capitalistes, au réveil républicain, à la radicalisation du Tea Party.

Pourtant, il bénéficia d'une fenêtre de tir historique lors de son élection. Il avait obtenu près de 53% des suffrages. Il était porté par une vraie ferveur populaire. Le parti démocrate dominait les deux chambres du congrès. Surtout, non seulement ses adversaires républicains étaient discrédités, mais l'idéologie libérale elle-même, si puissante aux États-Unis, était profondément ébranlée. Les milliardaires et le «big business» étaient montrés du doigt. Au début de son mandat, recevant les représentants des plus grands banques du pays, Obama leur

lançait: «*Il n'y a plus que moi entre vous et les fourches!*» Personne ne pouvait non plus oublier, lors de cette rencontre, qu'entre les banques et la faillite, il n'y avait plus que l'État fédéral et ses centaines de milliards de dollars du plan de sauvetage de la finance.

Les Démocrates n'ont pas utilisé ce rapport de forces. Ils ont accepté de brader la réforme emblématique de l'assurance-maladie, ils ont sauvé les banques de la faillite, mais pas les personnes expulsées de leur maison par ces mêmes banques. En guise de réponse à la crise, ils ont tout fait pour sauver le système qu'ils avaient trouvé au bord du gouffre.

LE VRAI MIRACLE OBAMA

Ils ont certes réalisé un vrai miracle: renflouer à la fois la finance avec l'argent de l'État et l'idéologie libérale, soit en la défendant ouvertement, soit en prétendant mener une politique alternative... et en la faisant aussitôt échouer lamentablement, «prouvant» ainsi aux yeux de beaucoup qu'une politique autre que libérale était inefficace. Ils ont alors renfloué les Républicains. En 2010 les héritiers de Reagan gagnaient les élections législatives. Obama, qu'as-tu fait de notre victoire? C'est que ce n'était pas non plus «notre» victoire. Goldman Sachs et toutes les grandes banques du pays figuraient parmi les vingt premiers donateurs de la campagne Obama de 2008, qui reçut trois fois plus de milliards de dons que la campagne républicaine. Obama mit à la tête de ses conseillers économiques Lawrence Summers et Timothy Geithner, liés à ces banques et maîtres d'œuvre de la grande dérégulation financière des années 1990, sous la présidence... Clinton. Le parti démocrate est l'autre parti de la classe possédante américaine, et s'il est moins lié aux petits patrons et aux trusts énergétiques que le parti républicain, il l'est peut-être davantage à Wall Street.

L'AUTRE AMÉRIQUE

Les Républicains reviennent en force avec un programme effrayant. A les entendre, les racines de la crise, c'est la paresse des «assistés», ces «47% d'Américains qui vivent des aides de l'Etat ne peuvent que voter Obama» (Mitt Romney), c'est l'État-providence! Ils proposent d'abroger

«Obamacare» (la timide loi qui a tout de même permis à des millions de personnes d'accéder à une assurance-maladie), privatiser Medicare (l'assurance maladie publique des personnes âgées), régionaliser Medicaid (celle des plus pauvres), faire de nouvelles coupes sombres dans les dépenses sociales. Tout en baissant encore plus les impôts des riches et en augmentant à nouveau le budget militaire! Et comme toujours, à coups de sous-entendus crapuleux, l'aide sociale est assimilée à une nuisible subvention aux pauvres... et surtout aux Noirs. C'est ainsi que les politiciens américains les plus réactionnaires ont toujours adossé, dans l'histoire américaine, la défense des privilèges aux préjugés racistes.

Face à de tels épouvantails, Obama passe facilement pour le «moindre mal». C'est pourtant lui et son parti qui ont rendu possible cette nouvelle furie réactionnaire. Le pire de leur bilan, c'est d'avoir alimenté la résignation et le désarroi d'une partie de la population, d'avoir convaincu beaucoup de ceux qui espéraient quelque chose en 2008, que décidément «*No, we can't*», selon un engrenage catastrophique que l'on ne connaît que trop bien, nous aussi, en France.

Heureusement il y a une autre Amérique, qui porte vraiment l'espoir. Les dizaines de milliers d'enseignants du Wisconsin qui se sont battus pendant des semaines pour défendre leurs droits syndicaux. Les indignés américains d'*Occupy Wall Street*, certes peu nombreux à l'échelle du pays, mais qui ont marqué l'opinion, ne serait-ce que par leur slogan «*Nous sommes les 99%*» d'une vérité si frappante, et qu'Obama a lui-même repris à l'époque pour tenter de regagner un peu de crédit. Les associations qui ont organisé des familles expulsées pour récupérer de force des maisons – voire des quartiers entiers! – vidées par les saisies immobilières.

Dans les années 1930, l'époque de la Grande Dépression et du New Deal, ce sont de telles luttes, au départ timides ou dispersées, puis de plus en plus massives et radicales, qui imposèrent de grandes transformations dans la société américaine. Y compris à un président (lui aussi) tout ce qu'il y a de plus bourgeois et centriste, devenu depuis un mythe démocrate, Roosevelt. □

PAR HENRI WILNO

Obama, les espoirs trahis

Barack Obama : un homme plein de bonnes intentions, mais bloqué à partir de la fin 2010 par une Chambre des représentants hostile ? Ou bien un président qui n'a jamais voulu se couper des classes dirigeantes et imposer des réformes, même limitées, qui leur déplairaient ? La balance pèse en faveur de la deuxième interprétation. Dès le début de sa présidence, Obama a commencé à tergiverser alors qu'il avait une majorité parlementaire.

Seconde Guerre mondiale. Mais la mise en scène de son action et quelques réformes sociales aux effets concrets lui donnèrent une popularité dans de larges secteurs populaires et lui permirent d'être réélu président à quatre reprises (dont trois en temps de paix).

UNE POLITIQUE DE RENONCEMENT

Comparé à Roosevelt, Obama a tout faux. Il a reculé sur tous les sujets, décevant les espoirs de 2008. L'abstention, notamment parmi les catégories populaires, a été un des facteurs de la victoire des Républicains aux élections parlementaires de la fin 2010. Obama souhaitait gouverner au «centre», il s'est en fait

comporté comme un des fondés de pouvoir de Goldman Sachs.

En février 2009, il a fait adopter un plan de relance de 787 milliards de dollars. Limité au regard de l'importance de l'économie américaine, ce plan était aussi fondamentalement marqué par une logique libérale. Il excluait, par exemple, la création directe d'emplois par l'État fédéral comme ce fut le cas durant les années 1930 (ceci alors que sous l'impact de la crise et des restrictions budgétaires, le nombre d'employés du secteur public a diminué de 662 000 depuis septembre 2008 – dont 328 000 dans l'éducation)². Par contre, 40% des sommes du plan étaient constitués

© Raoul Guerra / Chicago, juillet 2012

Certes, le système politique américain est tout entier conçu pour protéger les intérêts en place. Le système de désignation des présidents favorise totalement ceux qui peuvent s'appuyer sur les grands partis et mobiliser des sommes d'argent pharamineuses pour se faire désigner candidat d'abord lors des primaires de chaque parti, ensuite durant la campagne présidentielle elle-même. Un président élu qui voudrait faire des réformes même limitées se trouverait confronté à trois verrous dans les institutions : le Congrès (représentants et sénateurs) aux majorités pas forcément accordées avec la couleur politique du président, la Cour suprême devant laquelle les opposants peuvent déférer ses réformes comme «contraires à la Constitution», et enfin les membres de son propre parti liés au business. Les campagnes électorales sont chères et sans plafond de dépenses, les candidats recherchent des sponsors et ceux-ci les tiennent ensuite.¹

Roosevelt, lors de la crise des années 1930, se trouva confronté à tous ces obstacles. Il réussit à en surmonter quelques-uns, poussé par la profondeur de la crise économique qui mettait en péril le capitalisme, et par la pression des grèves et des manifestations. Roosevelt agissait pour sauvegarder les intérêts fondamentaux du système capitaliste mais, pour cela, il n'hésita pas à affronter certains des intérêts immédiats de l'establishment. Malgré le New Deal la crise perdura jusqu'à ce que l'Amérique mobilise son économie pour la



s de l'Amérique d'en bas

d'exemptions fiscales et de crédits aux particuliers et aux entreprises, inutiles du point de vue de l'emploi. Au final, ce plan a atténué la récession mais s'est révélé inefficace contre le chômage. Aujourd'hui, l'économie américaine compte encore près de cinq millions d'emplois de moins qu'avant le début de la crise. L'échec du plan Obama a ensuite été utilisé par les Républicains pour discréditer toute politique de soutien à l'emploi.

En mars 2009, Obama a reçu les dirigeants des treize principales banques américaines. Un des PDG reçus s'est confié à un journaliste: «*Au point où on en était, il aurait pu nous ordonner n'importe quoi et on l'aurait*

fait. Mais il ne l'a pas fait: il voulait juste nous aider à nous en sortir, calmer la foule.»

Les banquiers étaient soulagés: bien que les banques fussent encore sous perfusion de fonds publics (dans le cadre d'un programme lancé par Bush en octobre 2008), Obama n'avaient pas l'intention de leur imposer des réformes drastiques. Rassurés et sauvés, ils ont recommencé à distribuer d'énormes bonus à leurs dirigeants et traders et sont partis en guerre en 2010 contre les propositions, mêmes limitées, de régulation de la finance. A ce moment, le déséquilibre entre la façon de traiter le dossier bancaire et celui de l'automobile devint évident. Les banquiers

sauvés purent reprendre leurs affaires quasiment comme avant. Par contre, le gouvernement, en contrepartie de l'aide accordée à Chrysler et General Motors, fit pression pour une restructuration qui supprima des milliers d'emplois et remit en cause les salaires et avantages sociaux obtenus par les luttes des générations précédentes. Obama a sauvé les entreprises et sacrifié les travailleurs³.

Par contre, il n'entreprit rien pour supprimer les allègements des impôts des plus hauts revenus hérités de l'ère Bush. A partir de 2010, il bascula vers une politique d'austérité négociée avec les Républicains, répétant que dans ce cadre «*tout devait être mis sur la table*», indiquant par là qu'aucune dépense, même les programmes de protection sociale, n'avait vocation à échapper aux coupes budgétaires. La nécessité d'un accord bipartisan devint un leitmotiv des interventions d'Obama qui se posait désormais en dirigeant responsable face aux ultralibéraux du Tea Party d'une part, et à la base démocrate d'autre part. Paul Krugman (économiste keynésien, prix Nobel d'économie) lui-même s'est indigné à cette époque de l'énergie mise par Obama à dénoncer les «*puristes*» de la gauche refusant des compromis allant prétendument dans le sens de l'intérêt national, mais en fait surtout favorables aux Républicains⁴.

A l'approche des élections, constatant l'intérêt suscité par le mouvement Occupy Wall Street (né en septembre 2011), Obama fit en 2011 un tournant verbal à gauche, essayant de ressusciter les fantômes de sa campagne de 2008.

LA RÉFORME DE LA SANTÉ

Le seul point sur lequel Obama a bataillé, c'est la réforme de la santé. En 2011, environ 58 millions d'Américains n'étaient pas couverts par une assurance-santé. Le texte adopté n'instaure pas une sécurité sociale pour tous: le système continuera de reposer sur un mélange d'assurances privées (liées à l'emploi) et de programmes publics. Il garantira désormais une couverture santé à environ 30 millions d'Américains supplémentaires, tout en en laissant 27 millions au bord de la route. Les Américains auront l'obligation de s'assurer avant 2014, sous peine de se voir infliger des pénalités. Des subventions seront accordées par le gouvernement fédéral



pour aider les familles aux plus bas revenus à payer leurs cotisations. Les entreprises de plus de 50 salariés qui ne fourniront pas de couverture devront également acquitter des pénalités.

Le secteur des assurances privées va ainsi bénéficier de millions de nouveaux assurés subventionnés par les contribuables. Resteront non assurés, ceux qui ne se seront pas vus proposer une assurance correspondant à leurs moyens financiers, même avec les aides publiques, ainsi que les immigrés en situation régulière récents et les sans-papiers.

Ce dispositif, compliqué à comprendre pour l'Américain moyen, a permis à la droite républicaine de mener une campagne d'agitation, car pour une moitié des Américains au moins, il ne change rien. Cerise sur le gâteau : face aux manœuvres d'obstruction et pour que le texte soit adopté, en réponses aux demandes d'un sénateur du Nebraska, Obama a annoncé qu'il signerait un décret garantissant que la réforme ne modifierait en rien les restrictions interdisant l'utilisation de fonds fédéraux pour des avortements, ce qu'il a fait le 24 mars au lendemain de la promulgation de la loi. Au total, souligne Andrea Louise Campbell, professeur au MIT (Massachusetts Institute of Technology), même si la loi était appliquée en totalité, « du fait de ses carences, les États-Unis resteraient la seule nation industrialisée à ne pas avoir de vrai système national d'assurance-maladie ».⁵

CEUX D'EN BAS ONT CONTINUÉ À SUBIR LE POIDS DE LA CRISE

Plus de cinq millions d'Américains ont perdu leur logement depuis le début de la crise immobilière en 2007. Ils étaient incapables de rembourser des dettes souvent assorties de taux d'intérêt prohibitifs. De plus, un certain nombre de ces saisies ont été faites à la va-vite dans des conditions juridiques douteuses. Obama aurait pu s'appuyer sur la colère populaire pour imposer aux banques des mesures énergiques d'aide aux propriétaires en difficulté. Mais il n'a rien fait en ce sens : il a préféré s'en tenir à un programme incitant les banques (sans aucune contrainte) à accorder des modifications de leurs prêts aux personnes en difficulté. Inutile de dire que ça n'a pratiquement pas marché, d'autant que l'administration n'a pas vraiment sanctionné les banques qui ne respectaient pas leurs engagements dans ce cadre⁶. Comme l'écrit Paul Krugman : « l'entreprise tout entière a tourné à la plaisanterie de mauvais goût : très

peu d'emprunteurs ont été aidés, d'autres ont même fini encore plus endettés »⁷.

Du point de vue des inégalités la présidence d'Obama n'a pas signifié une rupture avec les tendances antérieures. Les inégalités sociales ont continué de s'accroître au détriment des couches populaires et notamment des Noirs. Ceux-ci sont presque deux fois plus affectés par le chômage que la moyenne (en septembre 2012, 13,4% des Noirs sont au chômage contre 7,8% pour l'ensemble de la population). La part de la richesse américaine détenue par la moitié la plus pauvre de la population a été pratiquement divisée par trois de 2001 à 2010, chutant de 2,8% à 1,1% en 2010 selon un rapport du Centre de recherche du Congrès des États-Unis. Parallèlement, les Américains les plus fortunés se sont enrichis : 1% de la population possède désormais près de 35% de la richesse nationale (+2 points de pourcentage) et les 10% les plus riches en détiennent 75% (+5 points). La récession a encore creusé le fossé. L'appauvrissement de la moitié la moins riche de la population s'est fortement accéléré à partir de 2007 et jamais depuis 1993, le pays n'a compté autant de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (15% de la population en 2010).

Selon le ministère américain de l'agriculture, 48,8 millions d'Américains subissent l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire se trouvent dans l'incertitude d'avoir une alimentation suffisante. Le taux d'insécurité alimentaire s'est accru de manière dramatique entre 2007 et 2008, montant de 11,1% à 14,6%. Depuis, ce taux est resté relativement stable (14,5% en 2010). April Morgan, responsable des services de proximité pour une organisation de lutte contre la faim située à Raleigh (Caroline du Nord), souligne : « Il n'y a aucune raison que la faim persiste dans notre société, du moins dans ses proportions actuelles. Notre pays manque de la volonté politique de s'attaquer à la faim et à la pauvreté. Nos politiciens préfèrent le replâtrage aux solutions à long terme. La faim et la pauvreté sont des problèmes très graves, au niveau individuel, bien sûr, mais aussi pour la nation toute entière. Mais les crises de la faim et de la pauvreté ne sont pas considérées aussi importantes que les échecs de Wall Street, par exemple. La rapidité avec laquelle le Congrès en 2008 trouva 700 milliards pour secourir Wall Street est ahurissante, alors que des associations d'action contre la faim et la pauvreté militent sans cesse pour éviter la réduction des budgets des programmes bénéficiant aux Américains à faible revenu. »⁸

L'OCDE, non particulièrement suspecte de progressisme, souligne que les inégalités ne cessent de se creuser depuis 40 ans du fait

de la stagnation des salaires bas et moyens et d'un système fiscal qui favorise les hauts revenus et les revenus du capital. Dans son rapport sur les USA⁹, elle note que « le taux d'imposition de la classe moyenne est resté relativement constant ou a légèrement augmenté, alors que le taux d'imposition moyen sur les revenus a sensiblement diminué pour les ménages les plus aisés, surtout pour les 1% les plus riches et, au sein de cette catégorie de population, pour le nombre relativement restreint de ménages aux revenus extrêmement élevés. ».

« Rien d'étonnant à ce que le soutien populaire à Obama se soit érodé. Les votants potentiels pensent que « le gouvernement » ne s'occupe pas vraiment de leurs problèmes alors que ce « gouvernement » est démocrate. Si encore les Démocrates avaient défendu des réformes audacieuses perçues comme capables d'améliorer rapidement les conditions de vie, par exemple un programme de création d'emplois ou un vrai projet d'assurance-maladie universelle, les « gens ordinaires » leur auraient su gré d'avoir essayé même si ces projets avaient été rejetés par les républicains. Mais cela aurait supposé un parti démocrate ayant la volonté de remettre en cause au moins partiellement le statu quo, alors qu'en fait le projet d'Obama et de son entourage de financiers est de donner à ce statu quo et au néolibéralisme une chance de survivre malgré la crise. »¹⁰ □

1. Une conséquence de cette financiarisation de la politique est particulièrement frappante : sur 534 membres du Congrès (Sénat et Chambre des représentants), désormais 250 sont, selon le New York Times, millionnaires. La richesse moyenne des législateurs s'élève à 913 000 dollars – et augmente ; celle de l'Américain moyen est de l'ordre de 100 000 dollars – et descend. Source : blog de Michael C. Behrent, <http://alternativeseconomiques.fr/blogs/behrent/>

2. Center on Budget and Policy Priorities, <http://www.cbpp.org/>

3. Dianne Feeley, Sauver les entreprises, sacrifier les travailleurs, article publié sur le site de Solidarity (USA), traduction sur le site NPA Auto critique, <http://www.npa-auto-critique.org/article-aux-etats-unis-sauver-les-entreprises-et-sacrifier-les-travailleurs-53301800.html>

4. Paul Krugman, Obama's Hostage Deal, New York Times, 9 décembre 2010.

5. Andrea Louise Cambell, Il a démocratisé l'assurance-maladie, Alternatives internationales, n° 56, septembre 2012.

6. Dans Immergluck, Il a laissé la crise immobilière au second plan, Alternatives internationales, n° 56, septembre 2012.

7. Paul Krugman, Sortez-nous de cette crise MAINTENANT!, Flammarion, 2012.

8. L'Amérique qui a faim, blog de Michael C. Behrent, <http://alternativeseconomiques.fr/blogs/behrent/>

9. Études économiques de l'OCDE, États-Unis, Synthèse, juin 2012.

10. Lance Selfa, From Hope to Hopeless: The Democrats in the Obama Era, International Socialist Review, septembre-octobre 2012, <http://newpol.org/node/404>

ENSEIGNANTS DE CHICAGO

Une victoire d'ampleur et riche d'enseignements

PAR LEE SUSTAR'

Les enseignants de Chicago viennent de bloquer une réforme réactionnaire impulsée par un ancien conseiller d'Obama. C'est une des batailles syndicales les plus importantes depuis de nombreuses années, non seulement pour les enseignants mais aussi pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les enseignants des écoles publiques de Chicago, troisième plus grande communauté éducative du pays et fief de Barack Obama, se sont mis en grève le 10 septembre pour la première fois depuis 25 ans. Le premier jour, des dizaines de milliers de membres et sympathisants du syndicat des enseignants de Chicago (CTU), vêtus de tee-shirts rouge, ont paralysé le centre-ville. Ce qu'un journaliste a judicieusement appelé « une version à l'ancienne et mieux élevée d'Occupy Chicago ».

Le second jour, après avoir participé le matin aux piquets de grève organisés dans chaque établissement, les enseignants ont à nouveau défilé en centre-ville, puis participé à un rassemblement en plein air. Le jour suivant eurent lieu les manifestations des lycées du Sud et de l'Ouest, quartiers principalement peuplés par des Afro-américains et des Latinos, sous les acclamations des habitants. Le même enthousiasme régnait dans les piquets de grève ainsi que parmi les parents et l'ensemble de la population. Ceux qui portaient le tee-shirt rouge du CTU ou du Comité de soutien aux enseignants étaient couramment félicités dans la rue, ou salués par les klaxons.

Collaborateur direct de Barack Obama, le maire de Chicago Rahm Emmanuel avait poussé à l'accélération de la réforme du système éducatif². Elu maire de la ville, il a voulu aligner la gestion des établissements scolaires sur celle des entreprises, et obliger les enseignants de Chicago à

s'y soumettre. Il fit tout pour éviter une réaction hostile des parents d'élèves en tenant des conférences de presse durant des heures, dès le début de la grève. Ses commentaires insultants ont eu comme seul résultat d'amplifier le soutien de la population envers le CTU. Lorsque la grève entra dans sa deuxième semaine, le maire envisagea de demander aux tribunaux d'ordonner son arrêt. Mais le juge sentit dans quel sens le vent était en train de souffler, et décida de ne rien faire avant qu'une négociation ne s'ouvre avec les délégués du CTU.

Le syndicat avait commencé à organiser la bataille bien avant le début des négociations de l'accord pluriannuel. Lorsqu'au début 2012 le maire fixa notamment l'objectif de fermer 17 écoles, le CTU participa à une mobilisation sur le terrain pour sauver les écoles avec des parents d'élèves et divers réseaux militants. Cela aida à renforcer les liens entre tous ceux pouvant apporter un soutien en cas de grève. Simultanément, les membres du courant oppositionnel issu de la base, qui avait renversé en 2010 l'ancienne direction syndicale, menèrent une campagne systématique pour impliquer le maximum de syndiqués.

DES AVANCÉES IMPORTANTES

Le conflit a débouché sur un accord que la presse des milieux d'affaires, comme par exemple le *Wall Street Journal*, a reconnu sans détour comme une victoire pour le syndicat. Même si le CTU a été contraint

d'accepter une réduction des indemnités versées aux enseignants licenciés, le maire n'est pas parvenu à imposer des reculs sur des sujets qui étaient beaucoup plus importants pour lui, comme la mise en place d'une rémunération au mérite, une utilisation plus importante de tests réalisés sur les élèves pour évaluer les enseignants, et des licenciements expéditifs d'enseignants mal notés.

Le maire a été également contraint d'accepter que la moitié des recrutements d'enseignants soient faits parmi ceux ayant été licenciés, ce qu'il avait auparavant refusé de façon catégorique. Par ailleurs, le CTU a obtenu la mise en place d'une disposition anti-harcèlement facilitant la résistance aux directeurs d'établissement abusant de leurs prérogatives.³

LES PRINCIPALES LEÇONS DE LA GRÈVE

Celles-ci concernent l'ensemble du mouvement ouvrier. En cinq ans de crise économique, les organisations syndicales ont pris l'habitude d'accepter recul sur recul. Les salariés du public et du privé ont subi gel des salaires, baisse des pensions et hausses des frais médicaux. Cette grève a montré qu'il était possible de lutter. Depuis une vingtaine d'années, organiser de grandes manifestations et construire des alliances avec les mouvements sociaux et les différents secteurs de la population est devenu une pratique courante pour de nombreux syndicats. Mais il y a





une différence entre envoyer à une manifestation des autocars de travailleurs arborant le même tee-shirt et construire avec persévérance l'organisation sur le lieu de travail et à l'extérieur. Le fonctionnement interne du CTU visait à faire du syndicat une organisation réactive et efficace dans chaque établissement scolaire, et lorsqu'est venu le moment de partir en grève, ces efforts furent payants.

Il est vital pour le syndicalisme de ne pas se replier à l'intérieur de chaque entreprise, mais de travailler avec le reste du mouvement social. Le soutien syndical au mouvement *Occupy Wall Street* à l'automne dernier a été un pas en avant dans cette direction. Mais le CTU est allé beaucoup plus loin. La direction actuelle du syndicat avait commencé la lutte contre les fermetures d'écoles des années avant d'être élue à cette responsabilité, et elle continua ensuite ce travail. Le syndicat avait renforcé ses liens avec différentes structures opposés aux fermetures, et celles-ci ont soutenu le CTU au moment des négociations de l'accord pluriannuel. L'administration de Chicago s'appuyait sur un accord collectif national supprimant les dispositifs de garantie d'emploi que les enseignants avaient mis des décennies à obtenir. La présidente de la fédération syndicale nationale des enseignants était personnellement impliquée dans la négociation de cet accord, qu'elle avait qualifié de « modèle ». À Chicago, le CTU n'a pas cédé aux pressions des dirigeants nationaux.

Les syndicats n'ont pas à accepter des reculs parce que ce sont des politiciens du parti démocrate qui le leur demandent. Les gouverneurs démocrates de Californie et de New York ont tous les deux réussi à leur arracher des concessions majeures sur les salaires et les avantages sociaux. Les dirigeants syndicaux nationaux s'étaient déplacés pour expliquer qu'il était préférable de faire quelques sacrifices plutôt que d'avoir à faire face à un gouverneur républicain qui chercherait à supprimer également le droit à la négociation. A Chicago, le CTU a refusé tout cela.

Les responsables républicains et démocrates ont, les uns et les autres, clamé qu'il fallait s'en prendre aux syndicats si on voulait faire baisser les impôts. La grève du CTU a réduit cet argument en morceaux : le CTU a gagné le soutien de la population en expliquant que le problème

réel était que la priorité retenue par l'administration locale avait été de diminuer les impôts des entreprises au lieu de donner de l'argent pour l'enseignement. Pour résister à l'offensive actuelle, les syndicats du secteur public devraient partout suivre l'exemple du CTU en soulignant que l'ensemble de la classe ouvrière est la grande bénéficiaire des services publics.

La démocratie syndicale est essentielle à la reconstruction d'un mouvement ouvrier combatif. Comme la plupart des syndicats américains, le CTU accorde d'énormes pouvoirs formels à son président. Mais le courant syndical qui dirige depuis peu le syndicat a cherché dès le début à renforcer la démocratie syndicale. Le bureau exécutif, simple chambre d'enregistrement du temps de l'ancienne équipe, est maintenant un organisme vivant. Les réunions de délégués sont maintenant des lieux où la politique syndicale est débattue de façon approfondie.

Les délégués du CTU ont décidé de prolonger la grève pour avoir le temps de débattre de la proposition d'accord avec les syndiqués de chaque établissement. Ils ont organisé des centaines d'assemblées pour discuter les avantages et inconvénients de ce projet.

Pour être efficaces, les grèves doivent bloquer le fonctionnement des services et mettre la pression sur le patron. Plutôt que d'organiser des piquets de grève se relayant toutes les deux heures devant des bâtiments vides, le CTU a organisé des rassemblements de masse permanents. Ceux-ci ont permis de renforcer le sentiment de solidarité entre les syndiqués et galvanisé le soutien de la population. Bien sûr, des enseignants en grève n'ont pas à faire face aux mêmes menaces de recours à des briseurs de grève ou à de gros bras d'entreprises de sécurité que les

ouvriers d'usines. Néanmoins, la grève du CTU peut servir d'exemple aux syndicats de n'importe quel secteur d'activité : les piquets de grève massifs et les actions de solidarité peuvent exercer une pression sur les employeurs – et plus la solidarité est importante, moins le risque de recours à des jaunes ou à des injonctions de la justice auront des chances de réussir. □

1. D'après *What the Chicago teachers accomplished*, <http://socialistworker.org/2012/09/26/what-the-ctu-accomplished>, paru dans *Socialist Worker*, l'hebdomadaire de l'ISO (International Socialist Organisation), principale organisation politique de la gauche anticapitaliste des USA. Article traduit et adapté par Dominique Lerouge

2. Le système éducatif des États-Unis est décentralisé, la plupart des décisions sur les programmes et sur le financement sont prises par des instances locales.

3. Le 18 septembre 2012, le CTU réunissait les délégués représentant ses 26 000 membres, qui votaient à une très large majorité la fin la grève et la reprise du travail. La grève avait duré 9 jours.

Bibliographie concernant le mouvement ouvrier aux États-Unis :

- Divers articles publiés par l'IRES, en particulier ceux de Catherine Sauviat, www.ires-fr.org/publications/la-chronique-internationale ;
- Un dossier publié au printemps 2007, disponible dans la rubrique internationale de www.solidaires.org

OBAMA, ISRAËL ET L'IRAN

PAR DAVID FINKEL¹

La rhétorique belliqueuse du premier ministre israélien Netanyahu, de plus en plus furieux et menaçant au fil des jours, a amené beaucoup de gens à croire que le régime israélien avait vraiment l'intention d'attaquer l'Iran, même sans le soutien des États-Unis. Cette position est particulièrement répandue parmi les militants qui croient que le « lobby israélien » contrôle la politique américaine au Moyen-Orient, ou même globalement.

Netanyahu a choisi le jour des commémorations des attaques d'Al Qaida du 11 septembre 2001 pour ouvertement défier l'administration Obama pour son refus de tracer des « lignes rouges » explicites au développement du programme nucléaire iranien. Il a averti que ceux qui n'étaient pas prêts à le faire « n'avaient aucun droit de mettre des feux rouges en face d'Israël. » A tout le moins, c'est le signe d'une intervention gouvernementale israélienne dans les élections américaines, avec l'espoir de faire chuter Obama et de porter le vieil ami de Netanyahu, Mitt Romney, à la Maison Blanche.

Mais Israël va-t-il réellement envoyer des avions bombardier les installations nucléaires iraniennes, forçant les États-Unis à s'engager et déclenchant une crise potentiellement incontrôlable ? Des analystes plus sérieux voient se dérouler une partie complexe à trois joueurs, comme l'a décrite George Friedman : « La stratégie iranienne consiste à maintenir une ambiguïté sur le statut de son programme tout en laissant transparaître qu'il serait capable d'un succès rapide, ceci sans jamais atteindre au but. La stratégie israélienne est d'apparaître comme se trouvant au bord d'une attaque sans jamais attaquer et d'utiliser les États-Unis comme un motif pour réfréner une attaque. Pendant que les États-Unis se satisfont de leur rôle de retenir Israël d'une attaque que ce pays ne semble pas vouloir lancer. »





ETRANGLER LE RÉGIME IRANIEEN

En même temps, l'impérialisme US voit l'Iran piégé du côté finalement perdant de la guerre civile en Syrie, ce qui conduira à un recul sérieux de sa puissance et de son influence régionale. Il ne faut pas s'y tromper : l'objectif de l'impérialisme est sans nul doute la paralysie de la prééminence politique iranienne et de ses équipements militaires conventionnels (la question des armes nucléaires potentielles, tout en faisant les gros titres, est actuellement complètement secondaire) et, finalement, le renversement du régime de Téhéran. L'administration américaine croit que cet objectif peut être atteint par un étranglement économique et politique, en faisant en dernière instance intervenir l'armée, peut-être de façon couverte.

Cependant, Netanyahou semble déterminé à forcer le pas, pas seulement en lien avec ses amis les néoconservateurs américains fous de guerre, mais parce qu'il est apparemment obsédé par son rôle de leader destiné à être le «sauveur du peuple juif d'un second holocauste.» Alarmés par les délires messianiques de Netanyahou, des officiers israéliens en retraite de l'armée et du renseignement – sans aucun doute en contact avec leurs homologues américains – ont rendu publique leur opinion sur Netanyahou et son ministre de la défense Ehud Barak, en les décrivant comme des incompetents conduits par leur égo. Les relations de Netanyahou avec Obama sont notoirement empoisonnées et empreintes d'un mépris réciproque, mais les intérêts des États prévaudront toujours sur les antipathies personnelles.

Beaucoup de partisans du combat des Palestiniens envisagent la crise États-Unis/Israël/Iran avec la même analyse que les saccages israéliens dans les territoires occupés. Les atrocités journalières de l'occupation, avec le total effondrement moral et politique de l'administration Obama sur la Palestine, renforcent la perception que la queue sioniste remue le chien américain. Ce pont de vue néglige la différence entre intérêts centraux et marginaux de l'impérialisme.

LA PALESTINE, UNE QUESTION SECONDAIRE POUR LES USA

La tragédie palestinienne est une pré-occupation de second, voire même de

troisième ordre pour la stratégie américaine. Les réalités de la destruction de la vie en Palestine sont sans importance pour l'impérialisme tant que peut être maintenue la fiction d'un «processus de paix» conduisant à une «solution à deux États» qui en fait s'éloigne sans cesse. C'est pourquoi, quand il s'agit du domaine strict du conflit Israël-Palestine, la politique des États-Unis est vraiment dominée par le «lobby», une alliance, pas sainte du tout, des principales organisations juives, des sionistes chrétiens évangélistes et de l'appareil militaro-industriel. Les intérêts régionaux plus globaux sont autre chose.

L'État d'Israël, depuis des décennies et particulièrement depuis 1967 (date de la guerre des Six jours), a été un instrument puissant des États-Unis pour faire la police au Moyen-Orient contre la gauche arabe et les courants populistes ou nationalistes. Israël est aussi devenu un partenaire important des USA dans les technologies militaires, dans les méthodes de surveillance et de répression, et également en fournissant des armes à des régimes répressifs (tel que le Guatemala dans les années 1980) devenus trop «sales» pour être des partenaires officiels des États-Unis.

Israël a eu largement les mains libres pour envahir des pays voisins, comme le Liban, et pour mener les raids aériens qui détruisirent les installations nucléaires en construction en Irak (en 1981) et plus récemment en Syrie (en 2007). La récente cyber-attaque «Stuxnet» qui a détruit des centrifugeuses iraniennes a presque certainement été une opération conjointe des services secrets d'Israël et des États-Unis, et Israël n'a même pas démenti organiser des attentats à la voiture piégée contre des scientifiques iraniens.

Mais tout cela ne donne cependant pas à Israël un permis sans restriction pour impliquer les États-Unis dans une confrontation militaire majeure qui ne correspondrait pas à la volonté et à l'intérêt américains. L'idée qu'Israël a pu manipuler la désastreuse invasion de l'Irak est un fantasme de gauchistes naïfs et de quelques idéologues de droite.

En fait, il semble que l'administration Obama a conclu (ou plus ou moins imposé) un accord avec Netanyahou au début

2012. Israël n'attaquerait pas l'Iran unilatéralement contre la volonté américaine, bien que ses menaces bruyantes de le faire puissent être tactiquement utiles. En échange, les USA bloqueraient toutes les initiatives internationales, aux Nations-Unies ou ailleurs, pour réfréner le régime colonial d'apartheid dans les territoires occupés – même si l'image des USA devait en être atteinte.

Obama a certainement respecté la part américaine de l'accord, même si cela a montré au monde entier l'hypocrisie américaine sur la Palestine. La peur que Netanyahou rompe l'accord peut se trouver à l'arrière-plan du coup de téléphone médiatisé du président Hollande, pressant le Premier ministre israélien de ne pas attaquer l'Iran. Il est possible que le candidat républicain Mitt Romney, lors de sa récente visite en Israël (durant laquelle il a attribué la prospérité israélienne et la pauvreté palestinienne à des «valeurs culturelles» différentes), ait discrètement encouragé Netanyahou à attaquer l'Iran pour créer une crise pré-électorale pour Obama. Cependant, Romney a fortement endommagé sa position avec ses déclarations très maladroites le jour des attaques de l'ambassade américaine en Égypte et du consulat de Benghazi en Lybie. Même ses amis conservateurs cherchent à se distancier des bêtises de Romney sur ce sujet. Ces attaques (ainsi que les événements survenus au Yémen) illustrent les conséquences possibles des erreurs de calcul des impérialistes.

Sur la base d'un comportement rationnel, il n'y aura pas de bombardement israélien de l'Iran avant longtemps et la crise va continuer. Par contre, si pour une raison quelconque (encouragements des néoconservateurs américains, motifs de politique intérieure israélienne, ou ses propres délires), Netanyahou se rebellait, on basculerait dans un contexte où les analyses rationnelles perdraient de leur pertinence. □

1. L'auteur est membre de l'organisation anticapitaliste étatsunienne Solidarity. Titre et intertitres sont de la rédaction de TEAN La Revue. Article traduit par Henri Wilno.

ENVIRONNEMENT

LA QUESTION DES SABLES BITUMINEUX

PAR DIANNE FEELEY

Plusieurs des plus importantes luttes actuelles aux États-Unis autour des enjeux environnementaux concernent les industries du pétrole et du charbon. Ici, nous nous penchons plus précisément sur l'exploitation, très problématique, des sables bitumineux.

Les sables bitumineux sont une substance épaisse, noire et gluante qui doit être soit chauffée, soit mélangée à des hydrocarbures toxiques plus légers pour pouvoir s'écouler à travers un pipeline. Ces sables sont composés d'argile, de sable, d'eau et de pétrole. Chaque étape du procédé est écologiquement dévastatrice – extraction, traitement, transport et raffinage. Les gisements de sables bitumineux se trouvent sous la vaste forêt boréale canadienne de l'Alberta (par ailleurs, le Venezuela possède d'autres gisements importants).

Pour extraire les sables bitumineux, les compagnies pétrolières taillent des coupes franches dans les forêts anciennes (une source importante de la séquestration du carbone), créent de longues carrières à ciel ouvert à l'emplacement de la forêt et utilisent d'énormes quantités d'eau douce et de gaz naturels pour séparer l'huile des autres substances. La production d'un baril de pétrole nécessite quatre barils d'eau. L'exploitation terminée laisse derrière elle d'immenses lacs toxiques (bassins de résidus miniers). Le lien a été établi entre leur présence et le niveau anormalement élevé de cancers chez les populations des environs.

L'industrie pétrolière des États-Unis étend les installations de traitement de ce pétrole hautement toxique à travers un réseau de raffineries et de pipelines, y compris la raffinerie Marathon Oil située à proximité de mon domicile au sud-ouest de Detroit. L'extraction du pétrole des sables bitumineux rejette des résidus polluants qui sont directement liés au développement de cas d'asthme, d'emphyseme et de malformations congénitales. Mais aussi horrible que puisse être le mal fait aux collectivités proches du pipeline et des raffineries, la plus grande menace est l'accélération d'une surchauffe fatale de notre planète.

UN PÉTROLE TRÈS SALE

Les sables bitumineux sont du «pétrole sale». Cela signifie que l'extraction, le transport et le raffinage sont plus difficiles que pour le

pétrole conventionnel; un baril de pétrole de sables bitumineux est responsable de trois fois plus de pollution que le pétrole conventionnel. TransCanada a un projet en quatre tranches pour transporter le pétrole des sables bitumineux vers les raffineries des États-Unis. Deux tranches, déjà en activité, acheminent 800 000 barils par jour de l'Alberta jusqu'à plusieurs raffineries aussi loin vers le sud que Cushing en Oklahoma. Les tranches sud du tracé du pipeline s'étendraient jusqu'aux côtes du Texas, permettant à la fois le raffinage et l'expédition par bateau.

La section la plus controversée est le projet qui augmenterait la capacité de transport de 900 000 barils par jour. Il s'agit du pipeline KeystoneXL, long de 1 700 miles, reliant l'Alberta à Steele City (Nebraska). Ce fournisseur de pétrole renforcerait considérablement la dépendance des États-Unis envers les combustibles fossiles, alors qu'il est urgent de prendre des solutions opposées afin de réduire le réchauffement climatique.

Les niveaux actuels de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont d'environ 390 ppm, soit environ 40 ppm au-delà d'un niveau considéré comme suffisamment «sûr» pour assurer la stabilité du climat. L'investissement de 7 milliards de dollars pour ajouter du «pétrole sale» semble fou. Pour cette raison, ainsi que pour les retombées sur les riverains, la lutte contre le Pipeline Keystone XL est devenue un point central du combat contre le changement climatique.

Parce que la construction du Pipeline Keystone XL a été conçue de manière à traverser 92 miles de l'aquifère d'Ogallala, un des plus grands réservoirs souterrains d'eau douce au monde, la coalition qui s'y est opposée est exceptionnellement large. Formé il y a 20 millions d'années, l'aquifère spongieuse alimente en eau potable deux millions d'habitants du Middle West ainsi qu'en eau les agriculteurs de huit États. Par endroits, la profondeur des nappes est de 1 200 pieds, mais parfois elles se situent près de la surface.

Durant l'été 2011, un groupe de douze personnalités dont l'environnementaliste Bill McKibben, fondateur de «350.org», le climatologue de la NASA James Hansen, Tom Goldtooth du «Réseau environnemental indigène», l'auteur Naomi Klein et l'acteur Danny Glover, a appelé à la désobéissance civile devant la Maison blanche pour exiger que le président Obama refuse d'approuver le permis international. En deux semaines, 1 253 personnes ont été arrêtées. En janvier 2012, Obama a rejeté la demande de TransCanada, indiquant que le projet, en raison des préoccupations environnementales, nécessitait davantage d'études. Mais l'approbation du président et du département d'État américain n'est exigée que pour le tronçon entre le Canada et les États-Unis. Immédiatement après le rejet d'Obama, TransCanada a éclaté le projet en deux, un plan nord et un plan sud. En juillet, l'entreprise avait obtenu les autorisations pour le dernier des trois permis requis pour la construction du pipeline sur la portion Oklahoma – côte du golfe du Texas et les terrassements avaient commencé en août. En quelques jours, des membres du «Blocus des sables bitumineux» se sont postés devant les équipements de deux chantiers et ont déployé leurs banderoles. Le président Obama, cependant, a apporté son soutien à la construction de la voie du sud et offert son aide pour couper tout «ruban rouge» qui pourrait entraver son avancement – comme si les lois sur l'environnement étaient un simple désagrément. Pendant ce temps, l'entreprise a déposé une nouvelle demande d'autorisation pour la partie internationale, faisant passer le pipeline à «seulement» 10 miles de l'Aquifère Ogallala. TransCanada affirme que le projet est conçu de manière à être parfaitement sûr; toutefois, depuis l'ouverture du premier tronçon, il y a eu douze fuites. Le concurrent de TransCanada, Enbridge Energy Partners, possède un pipeline qui dessert la raffinerie Marathon Oil (sud-ouest de Detroit). Lors d'un incident il y a deux



© Raoul Guerra / USA, Août 2012

ans, un million de gallons de pétrole brut issu des sables bitumineux s'est déversé dans la baie près de Marshall dans le Michigan. Du fait de sa densité, le pétrole brut s'est déposé sur le fond et les opérations de nettoyage sont toujours en cours.

TransCanada soutient que le projet Pipeline Keystone XL permettra de créer 20 000 emplois directs et 119 000 indirects. Les syndicats américains du BTP se montrent enthousiastes. Des études plus réalistes estiment à 6 500 sur deux ans les emplois pour des travailleurs des BTP et à 7 000 les emplois indirects liés à la durée d'exploitation du pipeline. Les politiciens favorables au projet prétendent que celui-ci va sécuriser l'approvisionnement des États-Unis en pétrole et clament que, contrairement aux pays producteurs du Moyen-Orient, les «valeurs» canadiennes sont similaires aux «valeurs» américaines.

DES SYNDICATS DIVISÉS

Malheureusement, ce dossier divise le mouvement syndical et paralyse l'«Alliance Bleu-Vert», la principale organisation qui a concilié par le passé les efforts des syndicats et des environnementalistes.

Le président de la fédération syndicale ATU (Amalgamated Transit Union) Larry Hanley a

souligné que *«les études scientifiques prouvent que [le pipeline] contribuera à plus de changements climatiques et créera un environnement hostile sur notre planète.»* L'ATU, dans une déclaration conjointe avec le syndicat TWU (Transport Workers Union of America), a exhorté Obama à rejeter la demande. Mais le président de la fédération LIUNA, Terry O'Sullivan, leur a lancé un défi en proclamant qu'*«il est temps pour ATU et TWU de sortir des jupes des groupes environnementaux en plein délire qui entravent la création de bons et nécessaires emplois américains.»* Les syndicats de la construction et du BTP ont fait pression lors des auditions du Congrès et de l'État, transportant leurs membres aux audiences. Quatre syndicats ont signé des conventions avec TransCanada, garantissant la couverture syndicale pour les emplois américains de construction.

Au Canada, le Conseil canadien du travail et la Fédération du travail de l'Alberta s'opposent au Keystone XL pour plusieurs raisons, notamment le fait que le Canada n'ait pas un plan énergétique global. David Coles, le président du syndicat canadien de l'énergie, et d'autres responsables syndicaux se sont joints l'année dernière à la manifestation de Greenpeace sur la colline du Parlement

(Parliament Hill, Ottawa). S'adressant à la foule, Coles a demandé, *«Comment diable peut-on dissocier emploi, environnement et droits des Premières Nations [Indiens] ?»*

Alors que les compagnies pétrolières et les politiciens banalisent les préoccupations environnementales, James Hansen, scientifique de la NASA, affirme que l'exploitation continue des sables bitumineux déstabilise le climat au point que *«à la base, la partie est terminée.»* La nouvelle demande d'autorisation internationale ne sera examinée qu'après les élections de novembre. Les écologistes travaillent sur des projets locaux: les arasements de montagnes dans les Appalaches et les fracturations hydrauliques dans les États de Pennsylvanie, du Michigan et de New York. Ce qui est crucial dans la lutte autour de Keystone XL, c'est qu'elle soulève la question du changement climatique en même temps que les autres problèmes environnementaux, allant de l'eau potable à la qualité de l'air, aux droits des travailleurs et des populations à un environnement sûr, des deux côtés de la frontière. □

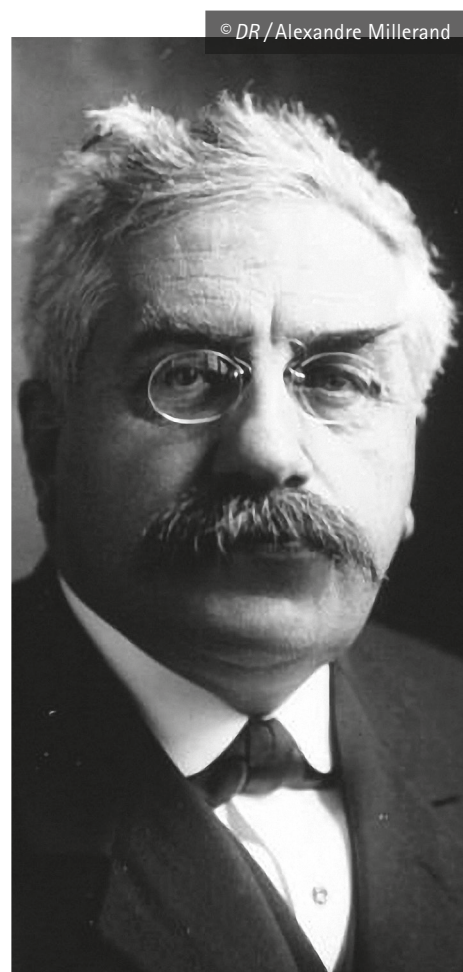
1. L'auteure est membre de l'organisation anticapitaliste étatsunienne *Solidarity*. Titre et intertitres sont de la rédaction de TEAN La Revue. Article traduit par Ven K. Praga.

LA GAUCHE AU GOUVERNEMENT

UNE HISTOIRE FAITE DE RENONCEMENTS

PAR ROSELYNE VACHETTA ET PATRICK LE MOAL

Dès leur naissance, les partis socialistes et communistes ont été confrontés en France à la question de leur participation à un gouvernement dans le cadre du capitalisme. Une participation qu'ils ont fini par assumer, en renonçant à leur projet révolutionnaire.



© DR / Alexandre Millerand

Supporter cinq ans de Sarkozy/Fillon après cinq ans de Chirac/Raffarin/de Villepin, c'est bien long, cela peut même sembler interminable. Du coup, on peut avoir l'impression que la droite est au gouvernement depuis toujours. Certains ont ainsi pu croire le discours de François Hollande sur le changement, et voter en ce sens, même si pour beaucoup la volonté de battre Sarkozy suffisait. Aujourd'hui, l'élection de François Hollande, président « normal », est néanmoins vécue comme une alternance politique naturelle, presque banale. On est loin des grandes inquiétudes de la bourgeoisie en 1936, 1945, et même d'une certaine manière en 1981, lors de l'arrivée de socialistes au pouvoir. De fait, les capitalistes savent à quoi s'en tenir sur la gestion des affaires gouvernementales par les socialistes, soutenue ou non par le parti communiste. Ils y ont déjà été confrontés par le passé (voir encadré page 29). En revanche, pour « ceux d'en bas », cette histoire est parfois moins connue et ne doit pas être oubliée, car elle est source d'enseignements.

La première fois qu'un socialiste a accédé en France à la direction d'un gouvernement date de juin 1936, lorsque Léon Blum, membre de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière, le parti socialiste de l'époque), prend la présidence du Conseil. Cela faisait quarante ans que les socialistes discutaient pour savoir s'ils pouvaient ou non participer à un gouvernement dans le cadre du capitalisme. Quarante années où ils sont passés d'une position de refus de principe à la direction du premier gouvernement de Front populaire, avec des républicains radicaux.

MILLERAND, LE POISSON-PILOTE

C'est en 1899 que le débat fait rage pour la première occasion. Un socialiste indépendant,

Alexandre Millerand, décide de prendre le poste de ministre du Commerce et de l'Industrie, au sein du gouvernement Waldeck-Rousseau, un républicain bourgeois de centre droit, aux côtés notamment de Gaston de Galliffet, le massacreur de la commune de Paris. Au sein de la SFIO, Jean Jaurès l'approuve, quand Jules Guesde et Edouard Vaillant le condamnent, estimant qu'il discrédite le socialisme. A son congrès de 1900, la Deuxième Internationale socialiste se prononce contre le « ministérialisme » avec une concession de taille : les socialistes pouvaient entrer dans un gouvernement bourgeois dans des « circonstances exceptionnelles », par exemple « l'hypothèse d'une guerre d'invasion ». En 1904, la participation est condamnée : « Le socialisme ne peut accepter une parcelle du pouvoir, il faut qu'il attende le pouvoir tout entier ». Millerand sera exclu du parti socialiste.

Cela n'empêchera pas ses détracteurs de se précipiter, au début de la Première Guerre mondiale, dans le gouvernement d'union nationale d'août 1914, juste après l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet. Face à l'« agression » de la France, Jules Guesde et Marcel Sembat seront ministres jusqu'en 1916, et Albert Thomas jusqu'en septembre 1917. Par la suite, la révolution russe, les débats qu'elle suscite jusqu'à la scission de 1920, avec la création du Parti communiste, majoritaire, et le maintien des socialistes au sein de la SFIO, vont retarder l'évolution de ces derniers sur la question du gouvernement.

LE SOUTIEN SANS PARTICIPATION

Après la scission, la SFIO participe au Cartel des gauches, avec des républicains bourgeois de gauche dont les radicaux-socialistes¹, et soutient le gouvernement qui va être élu en 1924 sans y participer. C'est à



cette époque que le dirigeant socialiste Léon Blum invente une distinction subtile entre la conquête et l'exercice du pouvoir. La conquête du pouvoir, c'est *«la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire de la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution»*. L'exercice du pouvoir, en régime capitaliste *«n'a pas de caractère révolutionnaire»*. Il *«est la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir, du fait même que vous pratiquez l'action parlementaire»*. En 1932, la SFIO soutient à nouveau le gouvernement du Cartel des gauches sans y participer. En même temps, lors de son congrès, elle abandonne le principe de non-participation et fixe les conditions programmatiques d'une participation dans les «cahiers de Huyghens», avec des revendications comme l'interdiction du commerce des armes, la nationalisation des chemins de fer, la création d'un système nationalisé d'assurance-chômage, la semaine de 40 heures sans perte de salaire. Des revendications qui ne pouvaient qu'être refusées par les radicaux-socialistes.

LE FRONT POPULAIRE

En 1934, en réaction à la manifestation de l'extrême droite du 6 février contre l'Assemblée nationale, analysée comme une tentative de coup d'État fasciste, naît le Front populaire, qui réunit d'abord le PC² et la SFIO, puis intègre les radicaux-socialistes. Le Front populaire gagne les élections de mai 1936, soulevant d'énormes espérances, tout de suite réfrénées. Léon Blum, constatant qu'il n'y a pas de majorité absolue socialiste ni même socialiste-communiste, dit que sa mission sera de mener non pas une expérience socialiste, mais une politique sociale dans le cadre de l'économie de marché. Même son de cloche du côté du PC renommé PCF, qui soutient *«sans restriction»* le gouvernement sans y participer. Jacques Duclos, dirigeant du PCF, déclare: *«Les électeurs ne sont pas pour la révolution. Nous ne sommes pas des putschistes, ni des partisans du tout ou rien. Nous prendrons nos responsabilités en collaborant à l'amélioration du sort des classes laborieuses dans le cadre de la société actuelle.»*

Dans le mois durant lequel le gouvernement attend de prendre ses fonctions, se déclenche une grève générale sans précédent, qui va durer un mois, avec occupation des usines. Le patronat et le gouvernement

Blum, pour la faire cesser, acceptent dans les accords Matignon du 8 juin des revendications absentes du programme du Front populaire: augmentation des salaires de 7 à 15%, conventions collectives, institution des délégués du personnel, durée légale du travail à 40 heures par semaine avec majoration du paiement des heures supplémentaires et deux semaines de congés payés. Mais le mouvement de grève continue, au risque d'entrer en conflit avec le gouvernement. Le 11 juin, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, s'adresse aux militants communistes: *«S'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le terminer. Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. (...) Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible maintenant. Nous ne devons pas risquer que se disloque la cohésion des masses, du Front Populaire: nous ne devons pas permettre que l'on puisse isoler la classe ouvrière. Les militants du parti doivent lutter contre les tendances gauchistes dans le mouvement (...). Il ne faut pas compromettre l'œuvre gouvernementale.»* La grève finit par s'arrêter.

Durant l'été 1936, le gouvernement adopte 24 projets de loi appliquant les accords Matignon, avec quelques autres avancées, comme l'obligation scolaire à 14 ans au lieu de 13, la création de l'Office du blé³, la nationalisation des industries d'armement et des chemins de fer. Dès que la situation reprend un aspect «normal», le gouvernement de Front Populaire se conduit à la manière habituelle d'un gouvernement bourgeois. Il fait évacuer les usines, se refuse à soutenir les républicains espagnols. En février 1937, Léon Blum déclare la pause: *«Après les immenses changements que nous avons introduits dans la vie sociale et économique, la prospérité du pays, la santé du pays, exigent impérieusement une période suffisante de stabilité, de normalité.»* C'est la fin du Front populaire. Les radicaux, formant un gouvernement avec la droite, vont revenir sur une bonne partie des conquêtes de la grève générale. La guerre approche...

LA LIBÉRATION

Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'union sacrée se met en place au sein du

Conseil national de la résistance entre toutes les forces politiques de droite non collaborationnistes, la SFIO et le PCF. Le programme de 1943 du CNR prévoit notamment la nationalisation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ainsi que la création de la Sécurité sociale. Il est souvent dit et écrit que ces avancées ont été le résultat de la participation du PCF au sein du CNR. Or ce type de mesures sera pris dans un certain nombre de pays après la guerre, sans la présence de communistes. Par exemple, le gouvernement travailliste britannique nationalisera tout autant⁴, créera aussi une sécurité sociale et même une assurance chômage (qui ne sera créée en France qu'en 1958). Toutes les bourgeoisies à l'issue de cette guerre ont peur de la révolution, à l'image de ce qui s'est passé à la fin de la Première Guerre mondiale. Les possédants ont fait des affaires ou collaboré avec les nazis, les résistants sont essentiellement issus des milieux populaires et veulent profiter de la Libération pour changer leur situation. Parfois, comme en France, ils sont armés et ont mis en place des structures de gestion autonomes. Il faut donc faire semblant de tout changer pour que rien ne change, en ne touchant pas au pouvoir capitaliste. Les gouvernements d'union nationale qui vont s'installer après guerre avec le général de Gaulle, puis entre la SFIO, le PCF (qui atteint plus de 28% des voix) et le MRP (parti bourgeois, démocrate chrétien centriste) mettent en place le programme du CNR. Pour cela, ils décident de supprimer tous les pouvoirs populaires mis en place à la Libération, de dissoudre les milices patriotiques : *« Il y a un gouvernement, (...) une armée, une seule ; (...) une police, une seule. »* Le PCF va tout faire pour limiter les grèves qui grondent, car les privations s'aggravent. Maurice Thorez déclare ainsi aux mineurs de charbon, à Waziers, le 21 juillet 1945 : *« Le problème décisif de l'heure, c'est le problème de la production. (...) Il y a des causes de mécontentement, mais ce n'est pas une raison pour ralentir l'effort. (...) Je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. (...) Ce n'est pas ainsi qu'on travaille pour le pays. (...) Nous exigerons de chaque camarade le respect des*

décisions du 10^e congrès du Parti et le 10^e congrès du Parti a dit : " Il faut produire. " » Ces gouvernements dans lesquels SFIO et PCF siègent vont sauvagement réprimer les premières mobilisations des pays colonisés pour leur libération : répression des manifestations de Sétif en Algérie (au moins 45 000 morts), bombardement de Haiphong au Vietnam (20 000 morts) et massacre de l'insurrection malgache (entre 100 000 et 200 000 morts). Les ministres communistes quittent la salle du Conseil des ministres avant la décision de levée de l'immunité parlementaire des députés malgaches... mais restent au gouvernement ! En 1947, les grèves s'amplifient, et celle de Renault en avril contre l'avis des militants communistes déclenche une crise politique. En outre, le contexte international change, c'est le début de la guerre froide entre le bloc soviétique et l'impérialisme américain. Le PCF est renvoyé du gouvernement en mai 1947. Y restent le MRP, les radicaux et la SFIO, qui constituent la « troisième force », entre le PCF et le parti gaulliste. En novembre et décembre 1947, une vague de grèves violentes est durement réprimée, la CGT-FO scissionne de la CGT. La grève des mineurs de 1948, qui dure neuf semaines, est durement réprimée sous les ordres du ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch. Plusieurs morts, des dizaines de blessés et pour finir, après avoir vaincu cette grève, le gouvernement licencie plus de 3 000 grévistes !

LE FRONT RÉPUBLICAIN

Le 1^{er} février 1956, le gouvernement Guy Mollet, composé de ministres SFIO, radicaux et autres socialistes, est investi avec le soutien des communistes. En quelques mois, il met en place la 3^e semaine de congés payés, signe le Traité de Rome, qui institue la Communauté économique européenne, et entérine l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Mais, depuis 1954, c'est la question de la guerre d'Algérie qui domine la situation. L'Assemblée accorde à une large majorité les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet avec les 146 votes communistes. C'est l'envoi des appelés du contingent pour combattre la lutte de libération des algériens et l'usage systématique de la torture. Enfin, l'Assemblée soutient l'intervention militaire franco-anglaise contre la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez, sans les voix des communistes, qui s'abstiennent. Suite au coup d'État de 1958, la SFIO va



entrer au gouvernement mis en place par de Gaulle, gouverner par ordonnances et défendre l'adoption de la constitution de la V^e République. C'est seulement après l'élection du général de Gaulle à la présidence de la République, en janvier 1959, qu'elle ne sera plus dans le gouvernement jusqu'en 1981.

La restructuration de la sphère socialiste autour de François Mitterrand, qui a appelé à voter non au référendum instaurant la V^e République avec le PCF et d'autres courants socialistes hors de la SFIO, va s'opérer dans les années suivantes. Autour de sa candidature en 1965, puis avec la création du PS actuel en 1969, enfin en 1972 avec l'union de la gauche (PS, PCF, radicaux de gauche), une perspective politique réformatrice se met en place pour répondre à la poussée sociale de 1968.

MITTERRAND ET LA RIGUEUR

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981 est saluée par une immense liesse populaire. C'est une revanche sur vingt-trois années de gaullisme. C'est aussi une défaite pour le PCF (15,5% à l'élection présidentielle). Durant dix des douze années qui vont suivre, les socialistes vont diriger tous les gouvernements de «gauche», avec la participation de ministres communistes au début. La peine de mort est abolie et les terres du Larzac sont rendues aux paysans. Mais sur d'autres sujets, les promesses ne sont pas tenues : l'interruption volontaire de grossesse (IVG) n'est pas étendue et pas gratuite ; le nucléaire n'est pas arrêté ; le nombre de nationalisations est faible (seulement cinq groupes industriels et une partie des banques) et les indemnités pour les actionnaires énormes. Si la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités est adoptée, la durée du travail est portée à 39 heures... avec flexibilité. Et la promesse du droit de vote des immigrés est abandonnée. Dès 1982, face à la récession économique que traverse l'économie mondiale, une politique d'austérité est mise en place, très semblable à celle prévue par la droite : le chômage augmente, les travailleurs ne voient pas arriver le changement. Des grèves importantes éclatent dans l'automobile, à l'initiative de travailleurs immigrés. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, accuse les grévistes d'être manipulés par les intégristes musulmans, favorisant ainsi les réflexes racistes et xénophobes. La répression patronale peut s'abattre : 29 licenciements et mises à pied des animateurs du mouvement.

L'austérité est systématisée par le plan Delors avec l'objectif de maintenir le déficit de l'Etat à 3% du PIB⁵ pour 1983 et 1984. C'est l'alignement sur les politiques économiques libérales et monétaristes. Il n'est plus question de conquêtes sociales, l'objectif des 35 heures en 1985 est abandonné. Laurent Fabius prononce un éloge de la libre entreprise, débarrasse la «gauche» de ses vieux habits, de son attachement aux revendications, à la réalisation du changement. Les mesures visant à moderniser l'appareil industriel français par les restructurations indispensables aux capitalistes se multiplient. S'ajoutent à cela les interventions impérialistes au Tchad et au Liban, la recherche d'un compromis avec la hiérarchie catholique sur l'école privée... En juillet 1984, le gouvernement Fabius est installé, pour officialiser cette politique. La direction du PCF, après avoir cautionné jusque dans les moindres détails les mesures d'austérité, opère sans éclat son retrait du gouvernement. La base est soulagée de ce départ, espérant qu'il soit un feu vert pour les luttes. Il lui faut peu de temps pour revenir de cette illusion. Le PCF restait un parti de gouvernement, faisant des propositions industrielles, limitant l'action militante de terrain sur les réponses revendicatives immédiates, évitant tout affrontement avec le gouvernement.

Après la défaite des socialistes aux législatives de 1986, la droite reprend les rênes pour deux années, mais le PS redevient majoritaire après la réélection de Mitterrand en 1988. A cette occasion, la chute électorale du PCF continue, André Lajoie n'obtenant plus que 6,8%. Cette nouvelle période prolonge la politique introduite en 1983-84, les gouvernements PS arguant de la contrainte extérieure pour mettre en œuvre une politique économique libérale d'austérité, qui fait monter le chômage inexorablement. Il y aura plus de 2,5 millions de chômeurs à la fin de cette période, avec un Code du travail en recul, une protection sociale érodée. Au plan international, c'est le suivisme avec l'impérialisme américain au moment de la première guerre du Golfe, en 1990-91.

JOSPIN ET LA GAUCHE PLURIELLE

Lionel Jospin, candidat malheureux à la présidentielle de 1995, parvient deux ans plus tard au poste de Premier ministre grâce... au vainqueur de cette élection, Jacques Chirac ! En prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale le

21 avril 1997, Chirac permet la victoire de la gauche aux élections législatives qui suivent. Jospin restera chef du gouvernement jusqu'au 21 avril 2002. Pour composer son équipe en 1997, Jospin met en place «la gauche plurielle», avec le MDC (mouvement des citoyens), les Verts et le PCF. La politique de ce gouvernement revendiquera franchement le choix du social-libéralisme. Henri Weber, théoricien de la «ligne juste» du PS donne le ton: «*Ce gouvernement n'affichera ni nostalgie volontariste à la mode de la gauche socialiste ni abandon aux sirènes trop libérales du blairisme.*» Le risque de grand écart que pourrait laisser supposer la phrase de Weber n'existe même pas. C'est clairement la politique que la droite ne peut conduire elle-même que vont développer les ministres de gauche! Chacun dans sa compétence.

Pour Jean-Pierre Chevènement (MDC), ministre de l'Intérieur qui place l'ordre sécuritaire au dessus des intérêts antagonistes de classe, c'est l'occasion, à partir de la formule «*la sécurité n'est ni de droite ni de gauche*», de faire prendre à la gauche gouvernementale un réel tournant sécuritaire: stigmatisation des parents «*démissionnaires*» et des «*sauvageons*»; nouvelle remise en cause de la justice des mineurs; mobilisation de toutes les institutions et des élus contre l'«*insécurité*», devenue enjeu national, et les «*zones de non-droit*», assimilées aux quartiers populaires... Une politique qui ne s'attaquera jamais aux causes profondes de la délinquance, ni surtout aux auteurs et circuits de la «grande» délinquance. Une politique que la droite, revenue au pouvoir, accentuera de plus en plus dangereusement. Pour Dominique Voynet, ministre de l'Environnement, c'est le moment de signer un accord de gouvernement car, dit-elle, «*sans cet accord, nous risquons de devenir un parti inutile, voué à protester et à n'avoir jamais l'occasion de mettre en œuvre nos projets*». Mais les Verts ne feront pas progresser les questions environnementales et écologiques dans cette période. Ils lieront pour longtemps – pour toujours? – leur sort aux jeux de pouvoir institutionnels.

LE PCF EN PLEINE MUTATION

Quant aux ministres communistes, non seulement ils appuient toutes les politiques de la période, mais Jean-Claude Gayssot, alors ministre des Transports et des Infrastructures, lance la privatisation de secteurs entiers, en phase avec l'Union européenne, alors dirigée par une majorité de gouvernements socialistes. Au

mépris des résistances, le gouvernement amorce les privatisations d'Air France, de l'Aérospatiale, de France télécom, de La Poste, du fret SNCF, d'ASF, et privatise le Crédit lyonnais (après recapitalisation!), le groupe d'assurances GAN... Ce passage au gouvernement va se révéler particulièrement difficile pour le PCF. En 1997, le passé récent pèse encore lourd sur les dirigeants du parti et sur l'ensemble de ses militants. La chute de l'Union soviétique et de ses satellites en 1990/1991, avec des révélations que plus personne ne peut ignorer sur l'étendue des crimes du régime, sape la fonctionnalité historique du PCF, celle de soutien indéfectible au premier régime dit socialiste dans l'histoire.

De plus, le PCF ne peut pas non plus s'appuyer sur une expérience française positive: il est ressorti exsangue de son passage au gouvernement sous Mitterrand. Mais, surtout, à chaque élection municipale, il perd des communes. Il n'y a plus d'espace pour le communisme municipal qui a fait ses grandes heures et créé un lien fort avec les populations: le système capitaliste s'est durci, l'Etat a diminué ses dotations aux communes, les mentalités des habitants ont changé... Dans les autres collectivités territoriales (conseils généraux, régions) même si le parti gagne des élus, il n'aura jamais la place importante qu'il occupait. C'est un parti qui doute, un parti qui perd: sa direction a fait le choix de la gestion loyale des institutions au détriment de l'engagement total dans les luttes, et pourtant son empreinte dans le jeu électoral s'affaiblit à chaque élection et sa dépendance au parti socialiste se renforce. En 1997, Robert Hue fait un score historiquement bas, à 8,64%.

Sur fond de crise idéologique et d'absence de perspective stratégique, Robert Hue va essayer de transformer le parti et pour cela développer deux discours:

– «*Le parti doit muter*». Il lui faut abandonner un discours marqué idéologiquement et jugé dépassé. Mais la mutation ne dit pas vers quoi le parti doit aller. Pierre Blottin, un fidèle parmi les fidèles, donne quelques indications: «*Il faut abandonner les nationalisations à une mythologie de la gauche.*» C'est l'œuvre que l'on retiendra en particulier du ministre Jean-Claude Gayssot, surnommé par les syndicalistes «*le ministre des privatisations*».

– La démocratie est tout, «*les gens doivent décider*». Durant ces années, Robert Hue va tenter de jouer à fond sur l'aspiration à la démocratie. Et parfois jusqu'à la caricature.

DEPUIS 1945, SOCIALISTES ET COMMUNISTES ONT DÉJÀ GOUVERNÉ

Durant les trente dernières années, le PS a dirigé le gouvernement pendant plus de quinze ans.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, les socialistes ont également dirigé ou été membres de gouvernements pendant plus de 26 des 68 années écoulées (40% du temps). La période la plus longue sans présence de socialistes au gouvernement s'étend de l'élection du général De Gaulle en janvier 1959 à celle de François Mitterrand en 1981, soit plus de vingt-deux ans de gouvernements de droite sans interruption.

Sur les 30 dernières années, des ministres communistes ont aussi été membres de gouvernements avec le PS, de 1981 à 1984 et de 1997 à 2002. Sur cette période, lorsqu'il était hors des gouvernements, le PCF a eu une attitude plus ou moins critique, voire «constructive», selon les périodes. Mais pour le PCF, la première expérience de participation gouvernementale date de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, où il a eu des ministres de 1944 à 1947. Depuis cette première expérience et jusqu'à 1981, l'attitude du PCF a été très variable vis-à-vis des gouvernements à dominante socialiste, d'une franche hostilité, notamment au début de la guerre froide en 1947, à un soutien plus ou moins affirmé.





Aux élections régionales, il n'hésitera pas à proclamer dans une rencontre nationale de jeunes communistes: «*Le parti n'a pas de programme et il en est fier!*» Sur une affiche de ces années-là, on peut lire cette formule incroyable (et cruelle!): «*Adhérez au PC, ça n'engage à rien!*»

A l'élection présidentielle de 2002, Robert Hue remporte 3,37% des suffrages, la gauche perd 3 millions de voix, Le Pen arrive second avec 16,86% des voix. Même si l'extrême gauche pour la première fois de son histoire atteint 10% des suffrages (4,25% pour O. Besancenot et 5,72% pour A. Laguillier), c'est l'abstention qui monte en masse (28,40%), témoin d'une défiance énorme et durable entre les citoyens et leurs représentants.

UNE GAUCHE GESTIONNAIRE

Quelle conclusion tirer de cette longue histoire? La première leçon est que les grandes avancées pour les exploités et les opprimés ont d'abord été le fruit de leur mobilisation. Lorsque celle-ci est importante ou lorsque les possédants ont peur de la révolution, de tout perdre, ces derniers sont prêts à lâcher beaucoup, tant qu'ils gardent le pouvoir. Les gouvernements de «gauche» n'ont dès lors qu'à transcrire dans la loi ces concessions faites aux travailleurs. C'est ce qui s'est passé en 1936 avec la grève générale, ou en 1944-45 lorsque la bourgeoisie n'avait plus d'appareil d'État, ni de forces politiques, après la collaboration de tous les hauts responsables économiques, administratifs et politiques avec les nazis. Les gouvernements de «gauche» n'ont à aucun moment pris de mesures radicales contre les capitalistes, remettant en cause leur pouvoir dans la société. Au contraire, dès que le rapport de force social diminue, que les mobilisations sont moins fortes, ces gouvernements reprennent la gestion «normale» du capitalisme, répriment les mobilisations qui remettent en cause leur politique, comme après juin 1936 ou lors des grèves de 1946-47. Ils n'hésitent pas non plus à mener une politique impérialiste aussi brutale que les gouvernements de droite.

La deuxième leçon, c'est que le PS est aujourd'hui profondément intégré dans la classe dominante, dans les élites économiques, politiques et administratives. Pour les possédants, les dirigeants socialistes sont des leurs. Ils ont certes parfois des désaccords, des débats avec eux, mais ils sont de leur monde. Ce n'est pas le cas du PCF, qui n'est pas membre à part entière de cette

élite nationale de la bourgeoisie. Il n'a une implantation de ce type qu'au niveau local, principalement municipal. Le maintien de cette implantation institutionnelle est décisif pour ce parti, surtout depuis que la bureaucratie soviétique ne décide plus de son orientation. Lorsque le PCF est dans le gouvernement, cela ne change pas l'orientation fondamentale de celui-ci. De fait, il n'a jamais conditionné son intégration à un gouvernement à la prise de mesures de rupture avec le système, de mesures dont l'application impliquerait un affrontement social et politique avec la bourgeoisie. Depuis 1944, il se veut un parti de gouvernement responsable, qui fait tout pour gagner cette légitimité. Dans les moments décisifs de l'histoire du siècle, il a utilisé son implantation et son influence dans la classe ouvrière contre les mobilisations de ceux d'en bas qui voulaient aller plus loin. Lorsqu'il n'est pas dans les gouvernements de gauche, il n'en est pas non plus l'opposition. Il se place comme un interlocuteur responsable, soutenant avec des critiques l'action des socialistes au gouvernement, à l'exception de la période la plus violente de la guerre froide, entre 1947 et 1956.

Enfin, dernière leçon, probablement la plus importante: la gauche gouvernementale, celle qui n'a pour perspective que de gérer le régime capitaliste, a montré régulièrement aux possédants que leur domination économique, politique, idéologique sur la société n'était pas remise en cause par son gouvernement, fut-il à participation communiste. L'opposition du PCF, et aujourd'hui du Front de gauche, au PS demeure une opposition institutionnelle, dont l'objectif est de déterminer une nouvelle majorité, afin de diriger autrement le gouvernement. Mais ce n'est pas une opposition au système capitaliste lui-même. Cette culture de gouvernement, du réalisme imprègne toute l'activité de ces partis. C'est le triomphe de la légitimité capitaliste. Ce qui a disparu dans tout cela, c'est l'idée même que l'on pouvait transformer la société. □

1. Formation républicaine de la petite bourgeoisie, qu'on pourrait comparer à des centristes de gauche actuels.
2. Le PC, qui attaqua la SFIO comme social-fasciste depuis plusieurs années, change complètement d'orientation sous l'impulsion de Staline, qui craint un isolement de l'URSS face au nazisme.
3. Il empêche la spéculation sur le prix du blé et en fixera le prix jusqu'en 1953.
4. Entre 1945 et 1947, mines, chemin de fer, sidérurgie, aviation, électricité, santé, banque d'Angleterre.
5. Le Parisien du 28 septembre 2012 écrit qu'un haut fonctionnaire a inventé les 3% en une heure, un soir de juin 1981, car François Mitterrand avait exigé, pour faire barrage à ses ministres trop dépensiers, un chiffre rond et facile à retenir.

PAR YANN CÉZARD

Marx, prénom : Karl

de Pierre Dardot et Christian Laval

Voici un livre ardu mais très riche, qui tente de saisir la puissance, la complexité mais aussi les contradictions de la pensée de Marx. Les enjeux des problèmes qu'il pose sont pour les anticapitalistes très actuels, si ce n'est cruciaux.

Pierre Dardot est philosophe, Christian Laval est sociologue. En 2009 ils publiaient *La Nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale*¹. Ils y montraient la prétention du néolibéralisme à produire bien plus qu'une idéologie mensongère masquant une réalité économique différente, mais «une nouvelle raison du monde», en faisant de la concurrence la norme universelle des conduites humaines, dans toutes les sphères de notre existence, en tentant de nous transformer en auto-entrepreneurs de nous-mêmes, en faisant de la démocratie un marché, en «introduisant des formes inédites d'assujettissement». Voici maintenant *Marx, prénom : Karl*. Un pavé philosophique, pointu et bien sûr parfois ardu, mais après tout, comme le disait Marx de son propre *Capital* : il faut bien suivre des sentiers escarpés avant d'atteindre des vallées verdoyantes ! Ici, la récompense, c'est que ce livre politique ne cherche pas à produire un énième commentaire académique de l'œuvre de Marx, mais tente de saisir à nouveau la puissance de cette pensée, et en même temps ses lignes de faille. C'est que Marx n'était pas un dogmatique. Il cherchait à mieux saisir la marche du monde, notamment ses contradictions, pour comprendre comment

l'émancipation des hommes est possible. Comme tout vrai héros de la pensée, il ne craignait pas de voir son «système» contaminé par les contradictions du réel. Or justement le travail de Dardot et Laval se concentre sur la divergence (et non l'harmonieuse synthèse) entre deux aspects majeurs de la pensée de Marx : d'un côté il analyse le capitalisme comme une société qui possède une terrible cohérence, qui soumet tous les aspects de l'existence humaine aux lois de développement du capital, à tel point que l'on peut se demander... comment s'en sortir. De l'autre il se met à l'école des luttes de classes réelles. Cette «logique stratégique de l'affrontement» transforme les conditions de la lutte, produit même ses acteurs (la classe ouvrière, comme une classe à part, qui combat – ou pas – pour une autre société, mais laquelle?) Or ces deux lignes convergent-elles vraiment, dans l'histoire effective, comme le pensait Marx? Le *Manifeste du Parti communiste* de 1847 insiste sur le fait que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», et les espoirs de Marx de voir naître une société nouvelle se portent sur la capacité des opprimés à s'émanciper, à détruire le capitalisme pour instaurer, consciemment, le communisme. Mais puisqu'il se refuse à penser l'histoire de façon

naïve, comme un combat de belles utopies contre les horreurs de la société existante, il ajoute à cette confiance dans le prolétariat une forme nouvelle d'optimisme historique : le capitalisme en proie à ses propres contradictions accouchera d'une autre société, le contraire de lui-même, et en plus «il produit lui-même ses propres fossoyeurs», le prolétariat. Ce que répétera Marx à la fin du livre 1 du *Capital* : «La production capitaliste engendre à son tour, avec l'inéluctabilité d'un processus naturel, sa propre négation. C'est la négation de la négation. Le monopole du capital devient une entrave au mode de production qui a mûri en même temps que lui et sous sa domination. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. On la fait sauter. L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. On exproprie les expropriateurs.» Mais qui sera ce «on»? Comment peut-il se constituer? Comment concilier cet optimisme révolutionnaire de Marx avec sa description de la puissance idéologique (d'aliénation) des sociétés établies? Comment les travailleurs peuvent-ils consciemment faire la révolution sociale si, comme le dit le *Manifeste* : «les idées



dominantes sont toujours les idées de la classe dominante»? Ce n'est pas un problème d'universitaires. Mais celui de tous ceux et celles qui veulent changer le monde. C'était celui de Marx. On voit donc que le livre de Dardot et Laval est sans doute un bon livre sur Marx, à un signe qui ne trompe pas : il donne envie de lire ou relire le *Manifeste du parti communiste* pour se reposer ces questions. □

1. <http://www.association-radar.org/> ou <http://asmsfqj.org/>.

Quel avenir pour le communisme ? Quelle voie pour l'émancipation humaine ?

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

ENTRETIEN
AVEC PIERRE DARDOT
ET CHRISTIAN LAVAL

Vous avez publié en 2009, ensemble, *La Nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale*. Pourquoi, trois ans après, « revenir » à Marx ?

Nous ne « revenons » pas à Marx, nous en sommes de toute manière les héritiers et, à notre manière, nous ne nous en sommes jamais éloignés. Mais nous ne voulons pas être, comme certains, des défenseurs de l'orthodoxie qui, sous prétexte d'un « retour » à Marx, ont entrepris d'ignorer délibérément tout ce qui s'est pensé depuis cinquante ans en France et dans le monde. Rien ne serait pire que de vouloir refermer le marxisme sur lui-même. C'est la garantie d'une momification sectaire et d'une stérilité dans l'auto-ressassement dont le mouvement ouvrier a déjà fait suffisamment les frais. Ce repli mortifère n'est d'ailleurs pas sans lien avec diverses formes de nostalgie pour la « belle époque » stalinienne et/ou maoïste, au temps du « socialisme réel ». Depuis que nous avons créé notre groupe d'études Question Marx (en 2004), nous n'avons jamais abandonné la réflexion sur Marx ni dévié de notre orientation critique à l'égard de la tradition marxiste.

Notre démarche a pour ambition de contribuer au renouveau de la pensée critique, ce qui suppose deux conditions complémentaires : mettre en évidence la nature et l'ampleur de la logique néolibérale qui « travaille » la société et transforme la subjectivité, et montrer ce qui, dans le marxisme même, empêche de considérer dans toutes ses dimensions les transformations du capitalisme et, en conséquence, de frayer une voie pour sortir du capitalisme.

Vous soulignez souvent que Marx cherchait à rompre avec un certain mysticisme, qui faisait du communisme une utopie, une idée brillante hors de l'histoire. Mais l'idée de Marx selon laquelle le communisme devrait être plutôt compris comme « un mouvement de la réalité elle-même », à partir de la dynamique contradictoire du capitalisme lui-même, ne vous satisfait pas non plus. Et vous écrivez : « Si le marxisme peut se définir comme la théorie du développement historique qui devait conduire au communisme, il est très certainement derrière nous. » Pourquoi ?

Il suffit d'ouvrir les yeux. La crise généralisée du

capitalisme néolibéral débouche-t-elle sur le communisme ou génère-t-elle d'elle-même les conditions de son propre dépassement ? Le marxisme, comme toute doctrine, correspond à une certaine phase historique et, de ce point de vue, les marxistes feraient bien d'appliquer au marxisme le style de critique que Marx pratiquait si bien. La théorie du développement contradictoire du capitalisme a un sens fort chez Marx. Il ne veut pas dire seulement que le capitalisme engendre régulièrement des crises, des guerres, des révolutions. Il comprend le mouvement historique comme une gestation de formes sociales « supérieures » telle que le communisme va « sortir » du capitalisme, que celui-ci crée les conditions à la fois de son fonctionnement et de son dépassement. Marx n'a pas inventé cette croyance, il l'a trouvée dans les philosophies de l'histoire de la première moitié du 19^e siècle. Le marxisme en a fait une vérité révélée, qui a été le support de la foi des militants. Tout ceci est fini, cette croyance est morte, en dépit du mythe toujours renaissant de « l'effondrement » du capitalisme. Il s'agit désormais de penser les

luttons pour un monde postcapitaliste en dehors de cette pseudo-nécessité historique aux accents naturalistes.

Que reste-il alors, de pertinent, de stimulant, pour vous, du marxisme ?

Il faudrait distinguer Marx du marxisme, ce qui ne veut pas dire que le marxisme n'a rien à voir avec Marx, comme par exemple Rubel le pensait. Disons d'abord qu'une analyse sérieuse de la crise ne peut faire l'économie d'une lecture du *Capital*, comme le montrent entre autres aujourd'hui les analyses de François Chesnais sur la dynamique du « capital fictif » dans le capitalisme financier. Plus généralement, le mouvement même du capitalisme donne à la description de la valorisation du capital comme auto-développement sans limites toute sa portée, au point que le monde lui-même semble plus encore qu'à l'époque du *Manifeste* modelé par le capital. Mais le plus important pour ceux qui luttent directement contre le capital et sa domination reste les analyses historiques de Marx. Leur lecture constitue toujours une grande leçon pour ne pas désespérer de la sombre situation que nous subissons.

Une classe révolutionnaire n'est pas donnée par les conditions objectives créées par le développement du capitalisme. Elle se crée dans et par les rapports conflictuels dans lesquels les individus sont placés. Il y a des brèches dans la domination, des résistances et des révoltes, et elles ne donnent lieu à la constitution d'une classe révolutionnaire que dans le rapport actif et auto-créatif qu'un groupe social entretient avec un autre groupe social et un appareil politique qu'elle affronte. Marx est le premier à concevoir l'engendrement d'un sujet social dans et par l'activité sociale et politique. Plus profondément, Marx est un formidable penseur de «l'auto-activité» par laquelle un groupe se constitue et modifie les conditions historiques qu'il trouve déjà là.

Selon vous, «tous les textes de Marx cherchent à articuler deux perspectives très différentes», et même divergentes: «la logique du capital comme système achevé» et «la logique stratégique de l'affrontement». Pourriez-vous préciser cette opposition ?

Nous parlons effectivement d'une tension qui travaille tous les grands textes de Marx et que ce dernier ne parvient pas à surmonter tout en s'y efforçant: d'un côté, la logique impitoyable par laquelle le capital, une fois constitué, se soumet toutes les relations sociales, de l'autre, la guerre des classes par laquelle les combattants se produisent eux-mêmes dans l'affrontement. A suivre jusqu'au bout la première ligne de pensée, le combat pour l'émancipation semble voué à l'échec. Mais il ne

faudrait pas en conclure que ces deux lignes de pensée ne se croisent jamais et divergent de plus en plus au fur et à mesure de l'évolution intellectuelle de Marx. En réalité, elles se recourent assez souvent, mais d'une manière telle que la tension, au lieu de s'en trouver atténuée, s'en trouve renforcée: ainsi, lorsque Marx interprète la loi sur la limitation de la journée de travail comme un instrument du processus d'autodéveloppement du capital.

Il y a de belles pages dans votre livre sur la Commune de 1871. En quoi peut-elle nous montrer la voie de notre émancipation ?

Nous essayons de montrer comment le fameux texte que Marx écrit au nom de l'Internationale pour défendre la Commune au moment où elle est écrasée, *La guerre civile en France*, est bien autre chose qu'une description empiriquement exacte des événements, et combien cette Adresse est marquée d'un côté, par l'interprétation que Marx donne de l'histoire politique française comme un renforcement de l'État et une expropriation des forces propres de la société, et de l'autre, par la manière très spéciale dont il fait grand cas du communalisme d'inspiration proudhonienne sans jamais rendre justice à Proudhon lui-même. Avec la Commune, c'est la question de l'État qui est posée, et c'est l'invention d'une forme d'auto-gouvernement populaire qui est esquissée. Mais surtout ce qu'il met en valeur, c'est la «méthode» de la Commune qui consiste à créer les conditions institutionnelles de l'activité autonome du prolétariat, ouvrant ainsi la voie à un

processus d'émancipation.

Vous vous demandez: «Peut-on sortir du capital ?» Et vous semblez parfois un peu pessimistes, car si Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste du Parti communiste* que le capitalisme «engendre ses propres fossoyeurs» (le prolétariat révolutionnaire), votre propre analyse du moderne triomphe du néolibéralisme vous conduit à dire que le capitalisme réussit autant à produire des «sujets consentants» que des ennemis irréductibles! Faut-il désespérer ?

A vrai dire, nous sommes assez réticents à l'égard d'une généralisation de la notion de «consentement». C'est Gramsci qui pense l'hégémonie en termes de «consentement libre» des dominés. Mais nous n'analysons pas le néolibéralisme en ces termes. Nous pensons à la suite de Foucault en termes de «gouvernementalité», ce qui signifie que nous considérons d'abord et avant tout la façon dont les conduites des individus sont normées de l'intérieur sans que cela requière une quelconque «adhésion» ou un quelconque «consentement» aux normes elles-mêmes. Le néolibéralisme est un mode de gouvernement des conduites qui opère en-deçà de l'emprise intellectuelle ou de l'idéologie, par la mise en situation de concurrence des individus et par la construction de situations de marché. Lorsqu'elle intervient, l'intériorisation des normes libérales est d'abord l'effet de ces situations, loin de résulter d'une conversion «idéologique». Contrairement à ce que certains ont pu dire ça

et là, il ne s'agit pas d'un nouveau «totalitarisme». Et c'est justement pourquoi il ne faut pas désespérer: s'il y a bien des conduites de soumission, il y a aussi toujours la possibilité de «contre-conduites» permettant aux individus de lutter pratiquement contre les normes en vigueur.

Quelle est votre idée du communisme? A-t-il encore un «avenir» ?

Nous n'avons pas d'idée particulière et originale du communisme à opposer tant au communisme «utopique» qu'au communisme dit «scientifique». Nous récusons l'alternative du constructivisme («plan de la société idéale») et du naturalisme («mouvement réel») qui est encore très largement celle de Marx. Plutôt que de chercher à redéfinir in abstracto le «communisme», il nous semble aujourd'hui fécond et nécessaire de penser de quelle manière pourraient se développer et se coordonner à l'échelle mondiale les luttes autour du «commun». C'est de ce côté qu'il faut se tourner, en tâchant de penser une praxis qui instituerait ici et maintenant le commun et qui ne serait pas subordonnée à la définition préalable de la société idéale. Il y a là un enjeu pratique et théorique d'autant plus considérable que le problème est souvent posé à gauche en termes de «biens communs» (eau, air, génome, connaissances, etc.), ce qui revient très exactement à se situer sur le terrain intellectuel de l'adversaire (la théorie des types de biens d'une certaine économie libérale). □

Edward Abbey et les premiers pas du combat écologique

PAR HENRI CLÉMENT

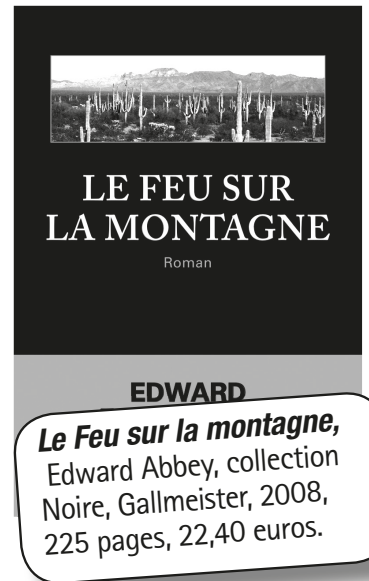
Edward Abbey est l'une des grandes figures de la littérature underground étatsunienne, qui puise son inspiration dans les grands espaces désertiques et la nécessité de les préserver face aux dégâts irrémédiables que leur cause la société industrielle. Avec les mots, il mène le même combat que le héros de son roman, un vieil homme que l'on veut contraindre à quitter son ranch pour des raisons supérieures de défense nationale. Son petit-fils, qui vient passer ses vacances d'été dans cet univers spartiate sans électricité ni eau courante, va assister à l'affrontement. C'est à travers son regard que nous découvrons la vie frugale de l'éleveur, les superbes paysages de désert et de montagnes, et l'inexorable avancée de la

société industrielle. Publié en 1962 aux États-Unis, le roman n'a pas pris une ride. Son propos fait écho à la mobilisation contre l'extension du camp du Larzac, bien sûr, mais aussi aux luttes actuelles contre les grands projets inutiles¹. Car il ne s'agit pas seulement de la lutte d'un rancher borné et acariâtre contre la raison d'État, mais aussi des premiers pas de la lutte écologique contemporaine. Abbey renoue le fil d'un rapport à la nature développé dès le 19^e siècle par Thoreau, sans sombrer dans les représentations new age qui se développèrent en même temps que le mouvement hippie : «*Est-ce que cette terre t'appartient vraiment ? Est-elle vraiment à toi ? A qui appartient la terre ? Il y a cent ans, elle appartenait aux*

Apaches, et rien qu'à eux. Ton père et d'autres comme lui la leur ont volée. La compagnie de chemin de fer et les grosses entreprises d'élevage et les banques ont essayé ensuite de la voler à ton père et à toi. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui va te la voler. Ce pays a toujours été infesté de voleurs.» Indissolublement, la lutte pour la préservation de la nature nécessite l'affrontement avec la logique capitaliste, celle des trusts et des barons voleurs. John Vogelin est le représentant d'une époque révolue, où l'individu pouvait organiser sa vie en marge de la société de consommation, encore empreinte de la mythologie du ranch et de la frontière. Les romans suivants s'attacheront à dépeindre la lutte en pratique,

ce sera le Gang de la clef à molette! □

1. Sur ce sujet, voir le dossier « Grands projets imbéciles : la convergence des luttes en Europe » publié dans TEAN Hebdo, n° 158 du 19 juillet 2012.



Jack London, toujours actuel

PAR HENRI CLÉMENT

Avec régularité, les éditions Phébus poursuivent la réédition des œuvres de Jack London, et chaque nouveau volume permet de découvrir les multiples facettes de ce formidable écrivain. Ce nouveau recueil n'échappe pas à la règle et nous donne à lire quelques excellents textes, en particulier *Le Mexicain*. Dans cette nouvelle, London allie deux thèmes qui lui sont chers : la boxe et la révolution. Le héros principal, un jeune garçon dépenaillé, consacre toute son énergie à la cause de la révolution mexicaine. Tout l'art de l'écrivain est mis au service du combat social, les scènes sont ciselées, le scénario impeccable et la proximité du jeune héros et de London est patente, en particulier lorsque

le narrateur expose la source de la vigueur et de l'énergie de jeune homme : «*Car derrière lui, stimulant sa foi, existaient des forces beaucoup plus profondes que n'eût pu l'imaginer cette salle comble.*» Récit du combat et de l'espoir, cette nouvelle repose aussi sur un sentiment de haine et une volonté de vengeance particulièrement puissants. Un autre texte du recueil vient illustrer l'origine de tels sentiments. Intitulé *Sous les auvents du pont*, un jeune garçon y occupe également, même si c'est brièvement, une place prépondérante. Il n'est pas le héros, mais la victime d'un jeu particulièrement cruel par lequel s'exprime toute la morgue et le mépris des bourgeois. Ce texte est animé d'une violence qui

reste sous-jacente mais qu'il est impossible d'ignorer. Pour autant, la violence ne l'empêche pas de traiter de ce sujet sur un registre plus tragi-comique, comme en témoigne la nouvelle *Tuer un homme*. Un homme, contraint au chômage, cambriole une maison, mais se retrouve à la merci d'une jeune femme. S'engage alors une discussion sur les ressorts et les motivations du monte-en-l'air : «*Quand les temps sont durs et que le travail manque, les gens désespèrent. Alors, ceux qui ont des richesses prennent peur et font casquer ces pauvres bougres.*» Voilà qui suffirait largement à démontrer l'actualité de London. Tous ces textes sont portés à la fois par une haine de l'exploitation et un amour

de l'humanité, et de la nature. L'auteur ne supporte pas plus la souffrance animale que la souffrance humaine, et *Le coup de folie* de John Harned, réquisitoire contre la corrida, met en scène cette préoccupation. Tous les textes de ce recueil sont traversés de ce même amour de l'homme et de la vie, une lecture roborative en ces temps de crise. □



Saturne, un polar critique enlevé et goguenard

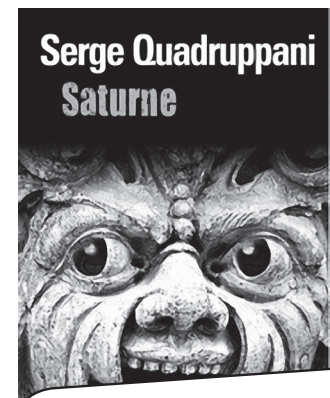
PAR HENRI CLÉMENT

Lorsqu'un tueur assassin de sang froid trois femmes dans l'enceinte des thermes de Saturnia, en Toscane, à quelques jours de la tenue de la réunion du G8 à l'Aquila, toutes les forces de sécurité italiennes se retrouvent sur les dents. C'est la commissaire Simona Tavianello, plutôt connue pour son combat contre la mafia, qui hérite, à sa grande surprise, de la direction de l'enquête. Avec une revendication d'Al Qaeda qui tombe à pic, l'affaire ne semble pas extrêmement compliquée. Mais l'État italien a une certaine expérience dans le domaine de la manipulation, et notre commissaire va devoir éviter les pièges de la collaboration entre services et les marécages des calculs politiques. Mais à l'heure du capital financier mondialisé et du berlusconisme triomphant, il ne fait pas bon être une flic honnête et intègre...

Avec ce premier volet des enquêtes de la commissaire Tavianello, Quadruppani nous livre un polar enlevé, à la fois profonde critique de notre société et jeu de piste goguenard. Le plaisir d'écrire de l'auteur est communicatif et embarque le lecteur dans une histoire tout aussi invraisemblable que bien des coups montés qui ont émaillé l'histoire italienne des cinquante dernières années. Mafias, services secrets, trader écolo-radical et financier philanthrope composent un cocktail explosif, la mise à feu étant assurée par un tueur à gages complètement allumé nommé Jean Kopa. Cette figure du tueur professionnel, ancien des services secrets, occupe une place de plus en plus importante dans notre imaginaire, comme le montre les succès de séries comme *XIII* ou *Jason Bourne*. Kopa, comme le Lynx de DOA¹, est un personnage à la fois humain et sociopathe,

assassin professionnel spécialisé dans les exécutions extralégales mais éprouvant le besoin de s'émanciper de la tutelle des services étatiques comme des officines privées qui l'emploient. Comme DOA, Quadruppani nous confronte au stade capitaliste de la violence privatisée mise au service des trusts, qu'ils soient mafieux ou financiers – mais la différence entre les deux est de plus en plus ténue, puisque le système bancaire international est devenu une gigantesque machine à laver l'argent sale: «*Les performances du crime organisé dépassent celles de la plupart des cinq cents premières firmes mondiales classées par la revue Fortune, avec des organisations qui ressemblent plus à General Motors qu'à la mafia sicilienne traditionnelle.*» Et le scandale de blanchiment d'argent de la drogue, qui éclabousse la mairie de Paris 13^e, vient

souligner l'actualité de ces questions. A l'heure où médias et politiques focalisent sur la menace islamiste et le risque d'attentats, Quadruppani nous replonge dans le marécage des magouilles politico-financières et autres barbouzeries estampillées «made in Europe». □



Saturne,
Serge Quadruppani, Folio policier, Gallimard, 2012, 272 pages, 6,95 euros.

1. Voir la chronique et l'entretien avec DOA publiés dans le n° 34 de TEAN La Revue.

Le premier numéro du Drapeau Rouge

Depuis 6 ans, l'association RaDAR («Rassembler, diffuser les archives révolutionnaires») met en place un centre d'archives sur l'histoire de la section française de la IV^e Internationale et d'autres groupes révolutionnaires. Elle a récolté ou acheté plusieurs milliers de documents – journaux, revues, tracts, affiches... Elle alimente ainsi un site¹ qui permet à tous de se réapproprier ce passé militant. Depuis septembre, RaDaR

publie désormais aussi *Le Drapeau Rouge*, revue trimestrielle «d'histoire des révolutions, des grèves et de la lutte des classes». Une grande place y est donnée aux photographies, dont certaines sont inédites. Au sommaire du premier numéro, de 52 pages: - Chronique de 1936 (I): La grève chez Delespaul Havez; - Il était un journal: *Ohé partisans!*; - Oradour-sur-Glâne en Algérie; - Dossier: La révolution allemande de 1919. Appel des conseils d'ouvriers et de

soldats de la Ruhr (janvier 1919). *Malgré tout!* (Karl Liebknecht); - En lutte: Sardinerie de Douarnenez, une grève de la misère; - Lectures: *Clarté* (1919-1928). Du refus de la guerre à la révolution; - Antimilitarisme: La révolte du 17^e, par J. M., caporal à la 3^e compagnie; - USA: 1919, Seattle en ébullition. La revue peut être commandée pour 12 euros (port inclus) à RaDAR – BP 8 – 93100 Montreuil (chèques à l'ordre de



1. <http://www.association-radar.org/> ou <http://asmsfqj.org/>.

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros **76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros **44 euros**

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros **140 euros**

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE
 mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
 Commission paritaire: 0514P11509
 Tirage: 3 000 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT

LISEZ

**TOUT EST-À NOUS!
 L'HEBDO**



**REGARDS
 Appel à la solidarité!**

Le gouvernement russe prépare un procès politique massif contre l'opposition, le Mouvement socialiste russe lance un appel à la solidarité.
 Page 2

**ACTU
 Écologie**: Comment EÉLV sacrifie l'écologie sur l'autel de la solidarité gouvernementale
 Page 3

